

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication**

Comment justifier le vote en faveur du Brexit ? Étude de la campagne du référendum entre 2015 et 2016 du point de vue partisan et politique dans l'approche constructiviste

Auteur : Emilie Dutrieux
Promoteur : Pr Nicolas Arens
Année académique 2020-2021
Master en Sciences Politiques, orientation Relations Internationales, à
finalité spécialisée : enjeux contemporains de la gouvernance globale

*Je tiens à remercier dans le cadre de ce mémoire,
Mon promoteur, le Pr. Arens, qui a su me donner de précieux conseils et me
guider tout au long de cette recherche
Ma famille qui a toujours été présente et qui m'a montré tout son soutien depuis
le début,
Et mes amis sur qui j'ai toujours pu compter*

Code de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Emilie Dutrieux

Table des matières

Introduction.....	7
Modèle d'analyse et méthode de recherche	10
1. Cadres théoriques	14
1.1. Théorie : le choix du constructivisme	14
1.2. Concepts clés	16
1.2.1. Le terme de 'national'	16
Définition du concept	16
Sur la question de l'intérêt national	19
1.2.2. Conceptualisation de l'euroscepticisme	20
L'euroscepticisme : définition du concept	21
1.2.3. Concept de désintégration	25
1.2.4. L'euroscepticisme anglais	27
2. L'approche historique	30
2.1. A l'origine du sentiment nationaliste anglais	30
2.1.1. Histoire institutionnelle du Royaume-Uni	31
Le système politique anglais et sa constitution : un cas particulier	31
2.1.2. Développement du référendum au Royaume-Uni.....	33
Le fonctionnement du référendum en lien avec l'UE.....	35
2.2. L'intégration du Royaume-Uni à l'UE	35
2.2.1. 1 ^{er} temps : De la fin de la 2 ^e guerre mondiale à l'adhésion (1973)	36
La fin de la Seconde Guerre mondiale et les prémices de la CEE.....	36
Les années 50 : Suez, création de la CECA et de l'AELE	37
Années 60 : premières négociations pour l'adhésion à la CEE et veto français.....	39
Années 70 : fin du Veto, adhésion britannique.....	41
2.2.2. 2 ^e temps : De 1973 au vote pour le Brexit (2016)	41
2 ^e moitié des années 70 : premières années au sein de la CEE	42
Années 80 : l'ère Thatcher	43

Années 90 : Traités significatifs pour l'UE	43
Années 2000 : Grand élargissement et crise des subprimes	44
Années 2010 : Cameron Premier Ministre et mise en place du référendum sur le Brexit	46
3. Cas d'application : le rôle des partis dans le vote pour le Brexit	49
3.1. Présentation générale des partis	49
3.1.1. Les partis traditionnels	49
Le parti travailliste	49
Le parti conservateur	51
3.1.2. Les autres partis politiques anglais	53
L'émergence du UKIP	53
3.2. La campagne pour le Brexit	57
3.2.1. Position des partis	57
3.2.2. Thèmes récurrents de la campagne	59
3.2.3. UK.leave vs Vote Leave : campagne des deux camps	62
3.2.4. le camp du Remain	66
3.2.5. Le rôle des médias dans la campagne	68
3.3. Impact de la campagne sur le vote pour ou contre le Brexit des Anglais	70
3.3.1. L'avis de la population avant le Brexit et pendant la campagne	71
3.3.2. Répartition des votes	73
3.4. Les Raisons du vote	76
Conclusion	80
Bibliographie	83
Articles scientifiques	83
Ouvrages	86
Chapitres d'un ouvrage collectif	87
Documents provenant d'internet	87
Sources audiovisuelles	89

Introduction

Le Brexit est une première dans l'histoire européenne. En effet, auparavant, jamais un pays n'avait quitté l'Union. Bien que le traité de Lisbonne soit d'application depuis 2007, aucun pays n'avait encore voté pour se défaire de son statut d'État membre. Pourtant, dès le 23 juin 2016, le Royaume-Uni et l'UE entrent dans une nouvelle phase de leur histoire. Le choix posé par les Britanniques lors du référendum aura des répercussions considérables sur le pays qui était lié à Bruxelles depuis 43 ans en 2016.

Et l'une des premières choses que l'actualité publiée peu de temps après le vote tend à nous montrer, c'est que cette séparation est notamment liée à une volonté de contrôle des Britanniques sur leur destin et sur leur propre identité. Lord Ashcroft (2016) confirme cette idée grâce à une de leurs enquêtes montrant que sur l'ensemble du pays, la première raison poussant au vote est qu'il revient aux Britanniques de prendre les décisions qui concernent leur pays. Le départ du Royaume-Uni peut aussi trouver une explication dans le lien avec de nombreux mouvements de nature eurosceptique, nationaliste ou encore populiste, qui souhaitent que le pouvoir de l'État national garde sa légitimité.

Dans ce cadre, la question qui va nous intéresser pour ce travail concerne l'euroscepticisme et le nationalisme anglais et la façon dont ces derniers ont potentiellement influencé le vote en faveur du Brexit. Nous allons pouvoir constater que ce thème est un élément important de l'actualité européenne depuis plusieurs années et trouve sa source dans l'histoire anglaise, ainsi que dans les prémisses de la relation entre le pays et l'UE.

Un enjeu important entourant la question du Brexit est aussi la défense des intérêts nationaux britanniques. Deighton (2017, p. 117) nous explique que « la totalité des intérêts britanniques peuvent se trouver radicalement réorganisés à la suite de ce référendum ». En effet, quitter l'Union européenne signifie un bouleversement aussi bien au niveau national qu'international : entre la fin des aides et de la collaboration menée avec l'UE, la renégociation de tous les accords pris en tant qu'État membre européen et les changements sur d'autres sujets encore, nous pouvons considérer que ce choix sera central pour les Britanniques et impactera grandement leur avenir.

Ici, le choix de la population a joué un rôle, vu que la décision a été prise par référendum, mais les influences autour de ce choix sont multiples et sont ancrées dans l'histoire anglaise, comme nous pourrions l'analyser dans la suite de ce mémoire. Nous pouvons remarquer que la volonté de la population a été ce qui a justifié le départ du Royaume-Uni. Cette place déterminante du choix citoyen sera l'une de bases de notre analyse.

Cependant, cette volonté n'est pas forcément celle qui se présente comme la plus évidente pour la prospérité du pays. En effet, les avantages économiques fournis par l'UE et les relations commerciales établies par le Royaume-Uni en tant qu'État membre de l'Union a eu des répercussions positives sur les Britanniques. C'est d'ailleurs, comme nous aurons l'occasion de le voir, l'un des arguments principaux mis en place par les *pro-remain*. Mais les *pro-leave* mettront en avant un autre enjeu, qui sera en l'occurrence en défaveur de l'Union européenne. D'après eux, le manque de souveraineté qu'implique le statut d'État membre est défavorable au pays et l'empêche d'être libre dans ses décisions. Les deux camps vont donc s'opposer, avec d'une part les défenseurs de l'adhésion et de ses avantages économiques, dans une perspective pragmatique, comme nous le développerons plus tard et d'autre part les *pro-Brexit* et les arguments souverainistes qui entrent en jeu, en misant sur une puissance nationale retrouvée.

Alors, après que le pays ait officiellement quitté l'UE en début d'année 2021, nous avons voulu détailler ces questions et revenir en arrière et tenter de comprendre les origines de ce vote et les raisons pour lesquelles le 'oui' au Brexit l'a emporté.

A partir de cette problématique, une question de départ a été développée et se formule comme suit : *dans quelle mesure le nationalisme et l'euroscepticisme anglais dans le contexte politique et économique du Royaume-Uni depuis la construction européenne jusqu'en 2016 ont-ils pu mener au vote des Anglais en faveur du Brexit ?*

Nous mènerons cette recherche en trois temps. Dans un premier temps, nous aborderons la partie théorique. C'est là que nous justifierons le choix de notre approche, mais nous y présenterons également une série de concepts qui sont indispensables pour mieux comprendre la problématique qui nous occupe.

Dans un second temps, nous allons aborder la partie historique. L'objectif de cette partie est d'apporter une illustration de notre théorie, en montrant que les éléments développés dans le cadre théorique s'appliquent dans l'histoire du pays mais aussi pour voir en quoi les différents concepts que nous avons définis s'articulent avec le contexte historique britannique. Nous ferons une approche historique détaillée depuis la deuxième Guerre mondiale jusqu'au vote pour le Brexit, mais nous reviendrons également sur ce qui était l'Empire britannique et son importance dans le sentiment national britannique. Mais un autre objectif de cette seconde partie sera de présenter des notions institutionnelles en lien avec le référendum et la constitution britannique, pour comprendre l'impact de ces éléments et le contexte juridique dans lequel le Brexit s'est mis en place.

Dans un troisième temps, nous aborderons la partie finale de notre travail, le cadre pratique. C'est cette partie qui nous permettra d'apporter une réponse à notre question et nous permettra de réunir les différents éléments que nous avons développé au niveau théorique et historique pour voir dans quelle mesure ils se sont confirmés au moment du vote pour le Brexit.

Concernant nos choix théoriques, le constructivisme a été privilégié comme fondement pour ce travail. En effet, le réalisme use d'une approche où le pouvoir des États est le centre de la réflexion. Or, l'objectif de ce travail sera de mettre en avant le rôle de la population dans ce vote, et la façon dont cette dernière a voté en majorité pour le Brexit. Par ailleurs, le cas du Brexit nous fait quitter la perspective où l'État est seul décideur. Notre objectif sera ici d'analyser les autres raisons qui ont poussé au vote et qui ne sont pas liées uniquement à l'État, ce qui rejoint l'approche constructiviste qui sera à la base de ce travail.

Nous voyons donc que de nombreux enjeux sont directement liés à la question du Brexit : entre les questions économiques, le passé du Royaume-Uni et son histoire compliquée avec Bruxelles et le sentiment de la population influencé par la campagne du Brexit et ses contradictions, presque tous les secteurs de la vie Britannique (et dans une certaine mesure européenne) seront impactés par ce choix.

Modèle d'analyse et méthode de recherche

Tout d'abord, notre analyse s'effectuera en trois étapes avec des méthodes différentes. Dans un premier temps, la partie théorique nous aidera à développer la base de notre recherche qui se concentrera sur la perspective constructiviste. Par la suite, sur la base du travail de plusieurs auteurs, nous pourrons développer le concept central de notre travail : la question de l'euroscepticisme. Notre objectif sera de comprendre son origine et son fonctionnement ainsi que ses subdivisions.

Comme nous aurons l'occasion de l'aborder, l'euroscepticisme est particulièrement présent au Royaume-Uni depuis plusieurs années, en lien avec le sentiment initial du pays envers l'intégration européenne dès les années 60 mais aussi avec la place importante que prend la souveraineté nationale pour les Britanniques. L'autre aspect clé de notre travail, c'est le Brexit, puisque c'est ce que nous considérons comme la conséquence directe de ce sentiment eurosceptique et du contexte politico-historique qui entoure le Royaume-Uni et sa place par rapport à Bruxelles. Notre hypothèse est donc de supposer que l'euroscepticisme existe bel et bien au Royaume-Uni et qu'il est à la base du vote pour le Brexit.

Nous arriverons ensuite dans la partie pratique du travail où nous aurons l'occasion d'analyser les acteurs impliqués dans le Brexit ainsi que la campagne qui a été menée par ces acteurs, avec pour commencer les partis. Nous avons pris la décision de nous concentrer en particulier sur trois partis Britanniques : les deux partis traditionnels principaux d'abord : le parti travailliste et le parti conservateur, et ensuite le UKIP (*UK Independence Party*) qui a particulièrement milité pour la sortie de l'UE et qui en a d'ailleurs fait son objectif principal. Cependant, nous mentionnerons aussi d'autres partis et mouvements qui ont aussi un rôle à jouer et qui se placent également pour ou contre le Brexit. Ensuite, nous verrons les personnes directement concernées par le référendum : ceux qui ont voté pour le Brexit.

Après avoir présenté ces partis, nous pourrons étudier la campagne plus en détail. Par souci de comparaison, nous avons décidé de nous pencher sur les deux camps : les pro-Brexit et les pro-UE, pour tenter d'étudier les arguments et les méthodes des deux camps, tout en analysant l'impact que chacun des groupements a eu sur les votants. Ce sera également pour nous l'occasion de nous attarder sur ces personnes qui ont pris part au référendum, en tentant de

comprendre les raisons de leur choix mais aussi l'évolution des intentions de vote, avant et pendant la campagne référendaire.

Le but est donc de comprendre comment ces votants ont penché en majorité pour le *leave* avec l'hypothèse que l'euroscepticisme est bien présent chez les Britanniques. Nous aurons également l'occasion de comprendre sur une base constructiviste que le Brexit a notamment une signification particulière pour les Anglais et représente le moyen de reprendre le contrôle de leur destin, en revenant également pour les générations plus âgées à la puissance qu'avait le pays avant l'adhésion (Bailoni, 2017).

Dans le cadre de ce travail, nous resterons dans une analyse d'un seul cas. En effet, nous nous focalisons sur les causes du Brexit en lien avec le ressenti de la population anglaise, il ne semble donc pas pertinent de comparer cette situation avec un cas similaire, le Royaume-Uni étant par ailleurs le premier pays membre à quitter l'Union européenne. Nous nous concentrerons ensuite sur un niveau collectif dans ce cadre de ce travail, le but étant d'étudier une nation en particulier : les Anglais. Cependant, si nous nous concentrons en priorité sur cette région, nous considérons comme pertinent de fournir des résultats pour l'ensemble du pays, à but comparatif, et de voir comment les différentes régions se sont comportées par rapport au vote pour ou contre le Brexit.

Par ailleurs, nous avons souhaité prendre une approche diachronique. En effet, notre objectif dans ce travail sera de voir comment les causes se sont développées au fil du temps pour arriver au Brexit. C'est pour cette raison que nous avons choisi d'amener une partie historique dans notre recherche. Elle nous permettra d'aborder le contexte historique, mais aussi de revenir sur des questions institutionnelles autour du référendum. L'objectif est aussi de mieux comprendre l'origine du sentiment national anglais. Cela nous permettra aussi de justifier et de comprendre que ce sentiment existe depuis un certain temps et a une place sur la durée dans l'histoire britannique. Son histoire et son développement particulier autour de sa démocratie ou de sa constitution notamment, sont aussi des éléments forts de cette identité.

Concernant la méthode de recherche, nous pouvons noter qu'une part d'observation indirecte sera nécessaire. En effet, de nombreuses données sur le vote ont été recueillies et nous permettrons d'avoir une certaine idée des raisons du vote. Nos chiffres proviennent essentiellement de journaux, mais également de chercheurs en sciences politiques, qui se sont

spécifiquement concentrés sur ces chiffres en interrogeant directement les personnes concernées. Les recherches de centres tels que l'Ipsos ou l'Eurobaromètre, ainsi que les études établies au Royaume-Uni par Lord Ashcroft notamment seront notamment utilisées ici.

Pour cette recherche, nous nous sommes également basés pour la partie pratique et analytique sur un ensemble de données secondaires, notamment issues de rapports qui présentent plus clairement la situation anglaise étant donné que nous cherchons à comprendre le contexte du vote pour le Brexit.

Sur la mesure due l'euroscpticisme, nous avons travaillé avec une série de données datant de l'avant-Brexit sur la façon dont le *leave* a été défendu dans le pays par différents acteurs. Parmi les informations pouvant être utilisées, nous ferons une revue de presse de différents sites et articles publiés entre 2015 et 2016 pour les analyser et obtenir des données en parallèle de ce que nous fournira la littérature scientifique. Cependant, au-delà de l'usage des articles de presse pour notre recherche, nous avons également étudié le rôle des principaux journaux et la position de ces derniers par rapport au Brexit, notamment sur base du travail de l'Université d'Oxford, via le Reuters Institute. Ce dernier nous fournit des chiffres précis sur les principaux journaux et tabloïds britanniques, que nous avons pu mettre en perspective avec les articles de périodiques en eux-mêmes.

Nous nous focaliserons en outre sur le rôle des partis dans leur politique face au Brexit, et sur la manière dont ils ont présenté leurs arguments à la population, via leur rôle dans la campagne également, avec les deux principaux camps pro-Brexit (Leave EU et Vote.Leave) et le camp pro-*remain* (Britain Stronger in Europe). L'objectif de l'étude de cette logique de partis nous semble pertinente car lors de la campagne, ce sont eux qui ont été au premier plan pour présenter les arguments des différents camps, en parallèle de la presse qui a aussi eu un rôle dans le relais des informations.

Enfin, pour mesurer l'influence des partis anglais qui mettent en avant le Brexit, nous pourrons nous baser sur les discours et méthodes de campagne des différents groupements afin de voir la façon dont ils mettent en avant le Brexit auprès de la population, dans l'information qu'elle reçoit de leur part. Ces éléments ont été rassemblés via des articles de presse notamment, mais des analyses détaillées de cette campagne ont aussi été fournies par la littérature scientifique, plusieurs années après le vote. Les publications sur ce sujet sont en

effet variées, il a donc été possible pour nous de trouver des sources diversifiées nous permettant d'aborder les différentes facettes du Brexit.

1. Cadres théoriques

1.1. Théorie : le choix du constructivisme

Ce travail adoptera une approche à la fois historique et politique. En ce qui concerne cette question politique, nous avons décidé d'opter pour le recours au constructivisme comme base théorique du travail. Nous aurons l'occasion de voir qu'une vision constructiviste est pertinente dans le sujet qui concerne ce travail étant donné que les revendications nationalistes viennent essentiellement du peuple et que le Brexit constitue une situation inédite. En outre, il sera intéressant d'utiliser cette approche pour comprendre comment les enjeux sociétaux anglais peuvent être liés à la façon dont le Brexit a vu le jour. Par ailleurs, il s'est mis en place par le vote d'une population, ce qui explique le lien avec cette construction sociale. Nous allons dans cette première partie développer ce paradigme plus en détails.

Le constructivisme est un courant en sciences politiques qui émerge dans une vision post-positiviste dès les années 90. A l'époque, le constructivisme prend une place dans les études européennes qui veulent aborder ces thématiques sous une autre perspective que celle fournie par les théories positivistes ou matérialistes (Saurruger, 2020). Sur cette base, le constructivisme peut se définir comme un nouveau paradigme dans lequel notre réalité est avant tout issue d'une construction sociale. Ce sont également les interactions sociales entre les acteurs qui amènent aux transformations de la société qui est en changement perpétuel, mouvement que le constructivisme cherche à étudier.

De manière générale, comme l'explique Wendt, auteur constructiviste (Battistella, 2016), pour les constructivistes, ce sont les idées qui sont à prendre en compte pour justifier les décisions des individus. En cela, cette perspective s'oppose au paradigme réaliste, par exemple, ainsi qu'à toutes les théories positivistes qui vont pour leur part miser sur l'explication du fonctionnement de la société via les facteurs matériels qui encadrent le monde politique.

Le constructivisme est également la théorie qui travaille le plus sur le rôle de l'identité nationale dans les actions et les décisions des individus en politique mais qui produit également un matériel pertinent sur cette question. Sur ce point, nous pouvons nous baser sur le travail de Woods et Alemán (2017, p. 1024) qui parlent du recours au « constructivisme

induit ». Avec le constructivisme induit, l'objectif est de mettre en avant des éléments du contexte social des individus pour comprendre la manière dont ces derniers donnent de la signification aux concepts qui les concernent (Ibid.). Cette approche rejoindra donc notre partie conceptuelle, qui se concentrera également sur le rôle de l'identité nationale. Le recours à une diversité de méthodes est également prôné par les constructivistes qui misent sur une approche pluraliste pour apporter une explication comparative et analytique aux événements politiques (Battistella, 2015).

Un autre point d'attention du constructivisme est la continuité. Qu'elle concerne les idées politiques ou les théories de manière générale, la continuité reste d'application et signifie que le monde et les relations internationales sont en perpétuel changement, ce qui implique que le monde scientifique doit s'adapter à ces transformations. En termes plus concrets, et en lien avec la thématique de notre travail, les individus évoluent dans leur pensée et sont influencés par toute une série de facteurs extérieurs tels que le contexte social dans lequel ils évoluent (Ibid.).

À la base du système, il y a une mutualité dans la construction du monde. Nous sommes façonnés par l'environnement que nous façonnons également. Cela s'exprime aussi dans les relations sociales des individus qui influencent notre vision tandis que nous pouvons également influencer les personnes que nous rencontrons. Les idées politiques nous influencent de la même manière, tandis que sur base des revendications de la population, ce sont les partis ou les revendications électorales par exemple qui sont transformés, en réponse à ces demandes (Battistella, 2015).

Pour conclure cette partie, nous pouvons dire que ce que nous apporte le constructivisme pour cette recherche est sa manière de recourir aux enjeux idéologiques et à la manière dont les citoyens impactent la construction du monde au niveau socio-politique. Ce choix est justifié car notre analyse se basera moins sur les éléments matériels que sur les valeurs et le projet que développent les partis qu'ils soient pour ou contre le Brexit. En outre, l'approche du constructivisme dans le domaine de l'intégration européenne sera pertinente pour notre recherche qui étudie en partie ces questions d'intégration, mais également de désintégration comme nous le verrons dans la suite de ce travail. La question de l'identité nationale comme nous l'avons évoquée précédemment sera également pertinente pour la suite de notre recherche.

1.2. Concepts clés

1.2.1. Le nationalisme

Définition du concept 'national'

Afin de présenter une définition du nationalisme, nous allons d'abord revenir à l'origine du concept en partant de la définition du terme 'nation', comme base étymologique du concept. Nous allons aborder au fil de cette partie différents auteurs qui offrent chacun une définition que nous pourrions analyser et mettre en perspective. D'abord, sur base des travaux de Tétart, la nation, est définie comme une « représentation géopolitique, étant le résultat de processus historiques et s'attachant à différentes valeurs et critères qui servent à la caractériser et la définir » (Tétart, 2010, p. 4). La base de cette définition repose par ailleurs sur des critères communs telles que la langue, la religion ou l'ethnie mais il ne faut cependant pas négliger l'importance du territoire, nécessaire pour qu'une communauté proche historiquement puisse avoir un lieu où établir l'État qu'elle cherche. L'approche de Sabbagh (2004) vient compléter cette base en ajoutant que la nation se définit par la volonté d'autodétermination, ce qui, contrairement à la définition de Tétart, marque la différence avec le groupe ethnique, qui est simplement lié par une histoire et une culture communes et nous donne une présentation conceptuelle plus complète.

Ces différents éléments nous permettent d'arriver au terme de 'national' en nous montrant qu'il a plusieurs sources. Il renvoie à des critères à la fois historiques, culturels, et politiques. En nous basant sur la perspective constructiviste, nous voyons également que « chez les constructivistes, les intérêts nationaux sont constitués par les idées et les croyances internationalement partagées qui structurent la vie politique internationale et lui donnent signification » (Battistella, 2015, p. 299). Ces notions se retrouvent dans les critères abordés plus haut et permettent de créer des liens entre les idées développées et les intérêts nationaux défendus.

Le nationalisme : définition

Après avoir présenté ces définitions générales du concept de 'nation', nous allons maintenant développer la question du nationalisme. Pour commencer, Charles Tilly (1994) nous a offert une théorisation de la question du nationalisme à travers l'histoire. Dans son approche de sociologie historique, c'est-à-dire des mouvements sociaux sur le long terme, il évoque la période allant de 1492 à 1992 et met en avant la façon dont différents États européens ont manifesté pour une reconnaissance de leur identité nationale à différents moments clés au cours de ces 500 ans. Le point qui importe selon lui, c'est qu'une forme de nationalisme existait déjà avant les premières conceptualisations par les chercheurs car les peuples ont depuis longtemps la volonté de défendre leurs propres intérêts et la culture de leur groupe.

Cependant, c'est bien vers le XVIII^e siècle que les premières théories concernant le nationalisme ont commencé à émerger, en Europe en particulier. Dans ce contexte, Tilly (1994) évoque deux phénomènes qui ont pris le nom de nationalisme, dans des perspectives différentes. Nous avons d'abord le nationalisme pour la souveraineté d'un État, donc pour que celui-ci garde son autorité et ensuite le nationalisme pour la formation d'un État, qui se rapporte à un peuple qui revendique un droit à une reconnaissance officielle.

En analysant cette question, il est encore nécessaire d'expliquer comment le sentiment d'appartenance à ce peuple peut naître. Initialement, dans les premiers développements du concept, des individus appartenaient à un même peuple s'ils étaient unis par une caractéristique commune. Au départ, la situation géographique avait un rôle mais par la suite des personnes se considérant comme issues d'un même peuple pouvaient venir de régions différentes mais toujours partager un héritage culturel, une religion ou encore un même langage. Si dans la situation présente, les habitants d'un même peuple se retrouvent en minorité sur un territoire ou n'ont pas de territoire qui leur est propre, le sentiment d'appartenance peut se décupler (Boëtsch, 2005).

Le deuxième phénomène lié au nationalisme correspond à une construction plus passive qui selon Ernest Gellner (1989, cité par Tétart, 2010, p. 3), voit davantage le nationalisme « comme un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes » et qui à cet égard, peut être envisagé comme « une théorie de la légitimité politique » (Ibid., p.3).

Ici, nous voyons que le nationalisme peut correspondre à des situations qui semblent opposées entre l'État bien établi qui veut garder une souveraineté absolue et un peuple qui n'est pas reconnu comme ayant un État qui lui est propre. Cependant, le droit à l'autodétermination est l'enjeu majeur dans les deux cas que Tilly (1994) illustre, la question étant que dans les deux optiques, le peuple soit au centre de la vie politique et soit un groupe homogène.

Ce sera donc ici la question du premier type de nationalisme qui va nous occuper, on l'appelle en anglais le « *state-led nationalism* » (Tilly, 1994, p. 133) soit le nationalisme dirigé vers l'État. L'auteur présente deux des conséquences majeures du travail des dirigeants qui ont par la suite engendré l'apparition du nationalisme :

- retirer un maximum de ressources du peuple pour faire la guerre
- passer d'un gouvernement par le haut à une régulation indirecte

La conceptualisation de Withol de Wenden (2018) permet d'actualiser et de préciser cette approche. L'auteur nous explique que le nationalisme contemporain cherche à mettre en avant la fragilité de l'État, notamment en raison des flux migratoires de plus en plus nombreux qu'il doit gérer. Il nous dit que :

« Ce que cherchent à faire valoir les nationalismes, c'est la frontière menacée dans la légitimité même de son existence par les flux migratoires. La perte du contrôle de leurs frontières par les États d'accueil, fruit d'une crise liée à la migration globale, était cette revendication. L'État d'accueil, dans l'exercice de son pouvoir régalien, est la plupart du temps le grand perdant de ces mobilités, sa souveraineté étant souvent défiée par ces nouveaux acteurs qui transgressent les frontières. La transgression de la frontière est au centre d'un conflit de valeurs qui s'inscrit dans l'éthique même du droit »

(Withol de Wenden, 2018, p. 44).

Cela en fait une atteinte directe à la souveraineté de l'État et un risque pour la sécurité des citoyens. C'est aussi une manière de justifier la difficulté pour les États de gérer leurs frontières en proie à une crise migratoire importante. Cette question rejoint un autre enjeu que nous évoquerons dans le point suivant : l'intérêt national et ce qui découle de ce concept lié aux questions de nationalisme car celui-ci se défend par des intérêts spécifiques pour l'État retenu dans l'ensemble de l'"intérêt national".

Sur la question de l'intérêt national

Pour commencer notre analyse de ce concept, nous nous baserons sur une approche constructiviste des relations internationales. D'après de Senarclens (2017), il est possible de définir le terme 'national' comme « la fusion des intérêts économiques, sectoriels, régionaux et religieux au sein d'un même pays ». C'est par ailleurs un instrument important pour les hommes politiques qui n'hésitent pas à en jouer pour défendre leur programme politique et donner à leur électorat des valeurs auxquelles ce dernier peut se rattacher. L'objectif de la défense de l'intérêt national est aussi de pouvoir être suffisamment puissant pour préserver les valeurs et les principes de l'État en question (Deighton, 2017).

Nous pouvons aussi mettre cette définition d'intérêt national en perspective avec d'autres concepts. En effet, établir un lien entre intérêt national et État-nation permet de montrer de quelle façon l'un peut impliquer l'autre. Pour ce faire, Sabbagh (2004), dans son article 'Nationalisme et multiculturalisme', met en avant le fait que toute revendication de minorité se construit en opposition à une majorité qui sera partisane de plus de pouvoir pour son État, en rejetant le multiculturalisme dans ses frontières. Les revendications des minorités s'établissent en général sur quatre points (Sabbagh, 2004, p. 117-118) :

- « Demandes d'assistance » : c'est la volonté pour une minorité d'avoir accès à ce qu'une minorité peut déjà avoir, ces questions peuvent par ailleurs concerner divers domaines de la vie quotidienne tels que l'éducation, les services sociaux, ...
- « Revendications symboliques » : les minorités doivent occuper une place « honorable » (ibid., p. 118) dans la façon dont la nation se représente : par exemple, donner plus de reconnaissance à la communauté noire aux États-Unis, notamment après la fin de la ségrégation,
- « Revendications d'exemption » : la possibilité pour certains groupes dont la religion (en général) l'exige d'avoir des droits exceptionnels pour le port de certains attributs qui ne sont pas autorisés initialement, ...
- « Revendications d'autonomie » relatives à « la structure même de la décision publique » (Sabbagh, 2004, p. 118) : par exemple, sur les questions juridiques, que seul le droit spécifique à une religion soit appliqué pour les pratiquants de cette dernière, ...

Dans ce contexte, et avec les nombreuses revendications que les minorités peuvent avoir, les groupes majoritaires s'inquiètent pour leur culture et ce à quoi ils ont toujours été habitués.

Cependant, théoriquement, le multiculturalisme cherche davantage à valoriser politiquement la diversité culturelle, à la reconnaître comme partie intégrante de l'État. Dès lors, l'objectif est de permettre la coexistence de plusieurs cultures, sans que l'une empiète sur l'autre (Sabbagh, 2004). Malgré cette tentative d'acceptation, un certain mouvement de mécontentement se met en place, amenant à une influence grandissante des mouvements nationalistes permettant à une partie de la population qui manque de repères d'avoir une vision à laquelle se rattacher.

Pour finir, sur base de ces recherches et de nos observations, nous pouvons fournir une définition plus complète de l'intérêt national dans le cadre du constructivisme. Il correspond donc à un ensemble d'enjeux autour de l'État que ce dernier cherche à défendre. Wendt en identifie quatre dans ses recherches : « la survie physique de l'État, son autonomie, le bien-être économique et la valorisation collective de son identité » (Wendt, 1992, cité par Deschaux-Dutard, 2018, p. 59).

1.2.2. Conceptualisation de l'eurosepticisme

C'est depuis les années 2010, notamment avec le travail de Hooghe et Marks dans l'un de leurs articles en 2008¹, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, que la question de l'eurosepticisme a pris une place dans les recherches scientifiques dans l'étude de l'intégration européenne et de ses tendances contraires. Cette recherche s'est aussi basée sur l'utilisation du post-fonctionnalisme.

La théorie du fonctionnalisme est la suivante : « le fonctionnalisme part du principe que la simple existence d'un décalage entre l'échelle territoriale des problèmes humains et l'autorité politique génère des pressions en faveur d'une réforme juridictionnelle » (Hooghe et Marks, 2008, p. 3). À partir de là, le post-fonctionnalisme cherchera à expliquer l'origine de ce décalage.

¹ Voir bibliographie

L'euroscepticisme : définition du concept

Dès le départ, nous pouvons mentionner la diversité de définitions qui existent pour ce concept. En effet, l'euroscepticisme prend un sens différent selon l'auteur qui l'évoque. Ainsi, une définition d'ensemble nous est fournie par Rovny (2004, cité par Thomas, 2017, p. 6), qui parle d'une « opposition à l'intégration européenne ou à certains de ses aspects ». Leconte (cité par Pertusot, 2016, p. 136) nous dit quant à lui, que l'euroscepticisme correspond « aux évaluations négatives et largement partagées, dérivées de l'intégration et/ou des coûts induits par l'adhésion à l'Union européenne ».

D'après une autre auteure, Alexandre-Collier (2014, p.100), l'euroscepticisme a évolué pour connaître un regain considérable dans les années 2000, notamment parce que l'Union européenne a traversé à l'époque la crise des subprimes qui a touché toute l'Europe. Cette situation qui a marqué le début du XXI^e siècle rend certains pays plus méfiants à l'égard des politiques européennes. Ce sentiment est en outre exacerbé par de nouveaux mouvements ou partis politiques qui prônent un retour aux intérêts nationaux sans l'influence européenne.

L'euroscepticisme est revendiqué par de plus en plus de partis ou de groupements au sein de l'UE (Babos, Vilagi, 2019) et est désormais un élément à prendre en compte dans les débats sur l'intégration européenne. C'est parce que ce concept a son importance pour plusieurs États membres, et que le cas du Royaume-Uni l'illustre très bien de par son histoire spécifique au sein de l'UE que nous l'aborderons en détail dans la suite de notre recherche. Nous allons tenter de comprendre ses subtilités et la manière dont l'euroscepticisme est perçu par plusieurs auteurs. Une fois cette définition générale apportée, nous serons en mesure de l'aborder au niveau anglais pour comprendre dans quelle mesure il impactera la mise en place du Brexit. Cette analyse nous permettra ensuite d'établir une comparaison avec la situation actuelle que connaît le Royaume-Uni et les raisons pour lesquelles le 'oui' pour le Brexit a été voté.

Première typologie : Euroscepticisme modéré et fort

Signification générale

Nous commencerons par aborder le travail de deux auteurs, Kopecky et Mudde, qui, par le biais d'une typologie spécifique, ont pu apporter des facteurs clés à la définition de l'euroscepticisme. En effet, à leurs yeux, la classification généralement utilisée du plus radical

« euroscepticisme *hard* » (fort) au plus mesuré « euroscepticisme *soft* » (modéré) tels que présentés par Taggart et Szczerbiak (2001, cités par Kopecky, Mudde, 2002, p. 299) est nécessaire car elle permet de donner une meilleure compréhension du concept qui reste difficile à définir. En effet, les États membres ne rejoignent pas tous l'UE pour les mêmes raisons, et chaque nouvelle candidature de ces pays a un contexte qui lui est propre. Ce décalage s'est d'autant plus confirmé que des pays issus d'autres régions d'Europe ont rejoint l'UE au fil du temps.

Développement sur l'euroscepticisme fort

L'euroscepticisme de type 'fort' se caractérise par un désaccord sur les principes-mêmes de l'UE. C'est dans ce cadre que ce type d'eurosceptiques, fréquemment représentés par des partis politiques spécifiques, considère l'importance pour leur pays de quitter l'Union européenne. Cela concerne aussi « des partis [...] dont la politique à l'égard de l'UE équivaut à une opposition à l'ensemble du projet d'intégration européenne tel qu'il est conçu actuellement » (Taggart, Szczerbiak, 2002, p. 7).

D'après les auteurs (Ibid.), pour qu'un parti puisse s'identifier comme appartenant à un euroscepticisme de type fort, il doit présenter dans son discours les critères suivants :

- Avoir, dans son fondement, le seul objectif d'être opposé à l'Union européenne
- Formuler son opposition à l'UE avec des termes spécifiques de type trop capitaliste ou socialiste, selon sa tendance politique

Dans le cas contraire, le parti aura tendance à appartenir au deuxième type d'euroscepticisme : le type modéré.

Euroscepticisme modéré : caractéristiques

Pour les auteurs, les eurosceptiques 'fort' voient en l'UE l'incarnation de leurs ennemis au niveau idéologique (capitalisme contre communisme, néolibéralisme contre socialisme, ...). Dans le cas du discours des partis eurosceptiques modérés en revanche, l'Union européenne met en place des politiques qui vont à l'encontre des intérêts nationaux, ou d'enjeux que soutiennent les partis eurosceptiques mais de manière plus limitée, sans pour autant avoir un impact au niveau idéologique.

Pour détailler le cas de l'euroscepticisme 'modéré', Taggart et Szczerbiak (2002) le décrivent comme concernant davantage les partis qui sont préoccupés par une ou plusieurs des politiques de l'UE sans pour autant remettre en cause le fondement de l'Union. S'il est moins radical que l'euroscepticisme 'fort', il a quand même son importance selon les auteurs, car il illustre le niveau de méfiance que peuvent ressentir certains partis à l'égard de l'Union européenne. C'est lui qui illustre en particulier la remise en question des individus pour les politiques mises en place par l'UE, qui apportent à leur démarche un esprit critique (Ibid.).

Remise en cause de cette typologie

Or, aux yeux de certains auteurs, comme l'expliquent Babos et Vilagi (2019), cette typologie n'apparaît pas comme une explication suffisante des agissements des partis qui suivent cette tendance. En effet, un parti qui émet une critique sur les mesures prises au niveau de l'UE n'est pas pour autant un détracteur des valeurs portées par l'Union européenne à l'origine, tout comme un parti peut soutenir certains projets européens sans pour autant être en faveur du mode de fonctionnement de l'UE dans son ensemble. Les auteurs soulignent également le manque d'une ligne distinctive claire entre les deux types car d'après eux, évoquer comme différence le rapport au statut d'État membre reste insuffisant.

Afin d'apporter une distinction plus claire aux différents mouvements plus ou moins en désaccord avec les projets européens, Kopecky et Mudde (2002) ont créé une classification de ces mouvements sur base de deux critères, qui sont deux types de soutien à l'intégration européenne : le soutien « diffus » et le soutien « spécifique » (Kopecky, Mudde, 2002, p. 300). Dans le premier cas, les partis concernées soutiennent les grandes idées de l'intégration européenne. Ceux qui apportent un soutien diffus défendent donc les valeurs de l'UE telles qu'elles ont été développées à son fondement, mais pas forcément de la manière dont elles s'appliquent actuellement. Dans le cas du soutien spécifique, l'approche est différente car ici, c'est d'un soutien de l'intégration européenne sur un plan plus pratique qu'il s'agit.

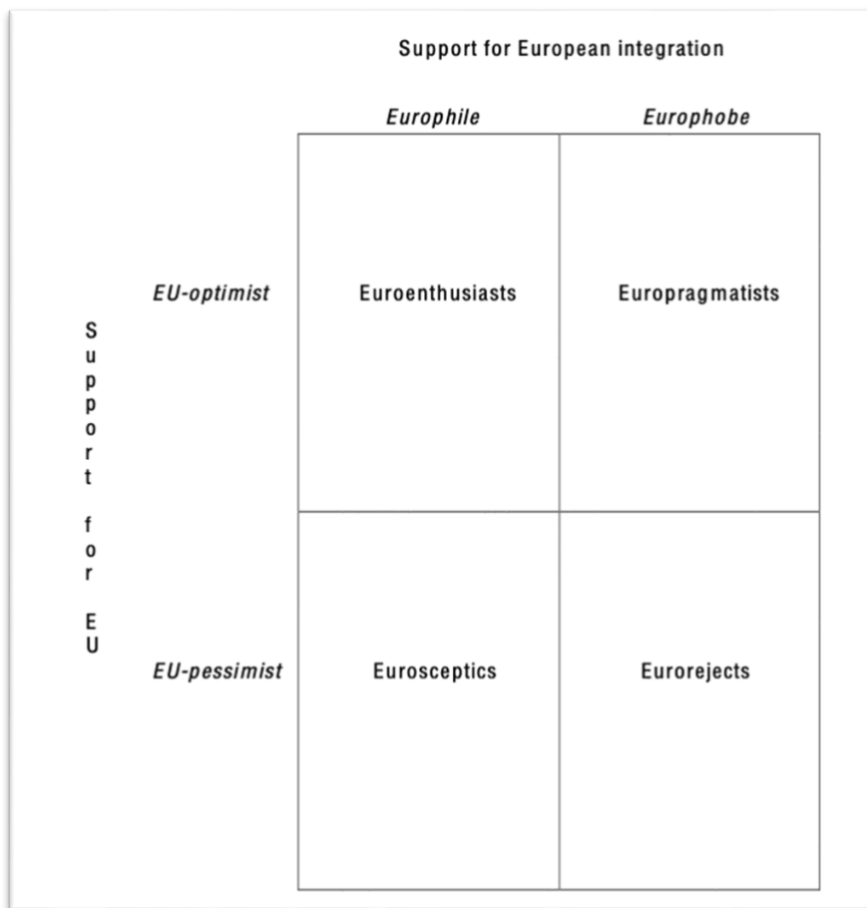


Figure 1 : Typologie de Kopecky et Mudde sur les positions partisans sur l'UE²

À partir de là, une typologie est mise en place par les auteurs. Elle présente quatre types de réaction, placés sur deux axes (voir figure 1). Sur l'axe du soutien diffus, nous avons d'un part les europhiles et les europhobes. Les premiers croient en l'intégration européenne et à son fonctionnement au niveau économique et politique. Ils soutiennent donc les grands enjeux de l'Union européenne sans tenir compte de sa réalisation concrète. Les seconds sont opposés à l'idée d'intégration. D'après les auteurs (2002), cela peut être dû à leur nature nationaliste ou isolationniste par exemple.

Sur l'autre axe présenté par Kopecky et Mudde, celui qui concerne le soutien aux pratiques concrètes de l'UE, nous retrouvons d'abord les euro-optimistes. Ces derniers soutiennent l'UE parce qu'ils apprécient son fonctionnement actuel ou parce que son développement pour l'avenir leur semble pertinent. Les auteurs précisent également que même un parti qui émet des critiques par rapport à l'Union européenne peut se retrouver dans cette catégorie tant qu'il

² Voir bibliographie pour référence complète

reste favorable à l'Union telle qu'elle est aujourd'hui. Face à cette vision se trouvent les europessimistes. Ils désapprouvent la direction que prend l'Union européenne ou ses pratiques actuelles, qui n'illustrent pas « leur interprétation des valeurs fondatrices de l'intégration européenne » (Kopecky, Mudde, 2002, p. 302). Cette position ne signifie pas forcément que les partis concernés veulent quitter l'UE mais qu'ils souhaitent changer ses pratiques pour mieux correspondre à leur idéal.

Les auteurs vont ensuite placer ces différents concepts comme ligne ou colonne pour établir leur typologie finale. Dans ce tableau, l'euroscepticisme se définit comme europhile et europessimiste. C'est aussi une manière de montrer les multiples facettes de ce concept. L'euroscepticisme peut être un soutien à l'intégration européenne mais un rejet de l'Union européenne en elle-même. Il y a un soutien à l'intégration européenne sur le papier, mais sans être en accord avec la manière dont cette intégration est appliquée par l'Union.

Pour conclure cette définition, nous avons pu voir dans notre développement que l'euroscepticisme est difficile à définir mais aussi difficile à résumer à une seule forme de protestation envers l'UE. Nous pouvons constater que l'euroscepticisme est aussi dans son application un sentiment qui peut s'exprimer de diverses manières mais peut aussi s'orienter sur des problématiques différentes.

1.2.3. Concept de désintégration

Après avoir évoqué les questions d'intégration européenne, nous allons maintenant développer le concept de désintégration. La raison pour laquelle nous aborderons ce concept ici est qu'il illustre la manière dont le Royaume-Uni et l'UE interagissent, dans un système opposé à l'intégration.

Dans un contexte de crise au sein de l'UE, il n'est pas rare de voir émerger un phénomène de désintégration européenne. Les deux situations semblent même s'être interconnectées au fil du temps (Schramm, 2019). En effet, les crises se répétant au sein de l'UE, les mesures prises font polémiques et rendent certains États insatisfaits.

Il s'agit d'un phénomène différencié de cette dernière qui correspond, selon les Schimmelfennig et Winzen (2020), à une approche opposée à celle de l'intégration dans son fonctionnement. Comme ils l'expliquent (Ibid., p. 137), « intégration et désintégration se

produisent quand un texte législatif européen n'est pas valide de manière exclusive et uniforme pour tous les États membres de l'UE ». Mais d'un point de vue dynamique, ils n'ont pas la même signification.

L'intégration différenciée implique une évolution de l'ensemble de l'Union, avec au moins un État qui fait exception (situation de statu quo ou de non-participation à la dynamique). Mais dans le cas de la désintégration, un ou plusieurs États se mettent volontairement hors du processus d'intégration, ce qui amène à une diminution de l'impact législatif.

Les auteurs partent de l'hypothèse que cette demande britannique vient d'une logique que le pays développe historiquement : différenciation constitutionnelle et préservation de la souveraineté nationale sont en effet défendus par le Royaume et la mise à l'écart de certaines politiques européennes serait un moyen de poursuivre cette démarche de protection des intérêts nationaux (Schimmelfennig et Winzen, 2020).

Le rapport à l'UE varie selon le cas, désintégration ou intégration : dans le premier cas, la demande de changement vient des États à gouvernements eurosceptiques, alors que l'UE tente de maintenir un statu-quo politique. Dans le deuxième cas en revanche, les gouvernements eurosceptiques cherchent à maintenir un statu quo politique, là où l'UE tente d'amener du changement.

Le travail de Martill et Staiger (2021, p. 261) nous aide aussi à comprendre le statut du « *bargaining power* » d'un pays (pouvoir de négociation en français) au sein de l'UE. La théorie constructiviste nous montre par ailleurs que les critères matériels ne sont pas les seuls qui doivent être pris en compte mais que le niveau de pouvoir de négociation d'un acteur dépend aussi de facteurs idéologiques, en lien avec la culture du pays ou ses traditions par exemple.

Théoriquement, le pouvoir de négociation dans l'Union européenne est associé au niveau de ressources de l'État concerné, par exemple au niveau du « pouvoir de vote, l'influence économique, les capacités militaires et démographiques » (Ibid., p. 262). En outre, plus le niveau de pouvoir d'un État est fort, moins ce dernier sera prêt à faire de concessions lors des négociations. Dans le cas de la désintégration, les États ayant le niveau de pouvoir de

négociation le plus fort seront alors les pro-UE qui sont receveurs d'une demande des États les plus eurosceptiques qui tentent de négocier des aménagements dans les normes européennes.

Le Royaume-Uni aurait alors, sur base de cette recherche, le statut de demandeur dans le cadre d'une démarche de désintégration européenne. Car « d'après les études de l'eurobaromètre, les Britanniques ont traditionnellement eu de loin la plus forte identité nationale exclusive parmi les États membres de l'UE » (Schimmelfennig, Winzen, 2020, p. 139). En effet, ce sondage, réalisé dans les années 90, nous apprend que 60% des participants se sentent d'abord Britanniques. En outre, le pays est l'un des plus grands et des plus riches dans l'Union européenne. Cela implique que leurs revendications et leur démarche de désintégration ont une influence sur le pouvoir national et sur la prise de décision.

Pour comprendre les raisons d'un revirement chez les Britanniques (du maintien du statu quo à la désintégration), la théorie post-fonctionnaliste de Hooghe et Marks est analysée par les auteurs. L'enjeu serait que les « effets de débordement » (*spill-over effects* en anglais) (Schimmelfennig, Winzen, 2020, p. 140) des politiques européennes d'intégration créent des effets indésirables, qui amènent à des désaccords avec les États membres. Les partis eurosceptiques vont aussi scénariser ces problèmes, en soulignant que l'arrivée de nouveaux États membres perturbe le bon fonctionnement de l'UE. Enfin, ces oppositions ont l'opportunité d'être déclarées publiquement via les référendums, de plus en plus nombreux dans l'Union.

1.2.4. L'euroscepticisme anglais

Nous allons maintenant voir dans quelle mesure les concepts que nous avons développés peuvent s'appliquer à au Royaume-Uni. La question qui nous préoccupera dans cette partie sera de savoir pourquoi l'euroscepticisme britannique a provoqué une sortie de l'UE, provoquant une désintégration forte, alors que d'autres pays ne se sont pas retrouvés dans cette situation, malgré une tendance eurosceptique.

Comme nous l'avons vu, l'euroscepticisme, bien que complexe à définir peut se comprendre comme un sentiment europhile mais europessimiste, à savoir une croyance dans le fonctionnement du système économique et politique de l'UE tout en désapprouvant la direction prise dans les mesures prises, qui ne rejoignent pas leur idée de ce que l'UE devrait

être. Sur cette base, nous pouvons confirmer que le cas britannique s'applique à cette définition (Gifford, 2015).

Le cas anglais est aussi spécifique au sein de l'UE, étant donné que les questions entourant l'identité nationale et les intérêts du pays ont une place importante dans la politique britannique. Et nous avons aussi pu constater que l'intégration européenne a des conséquences inévitables sur le maintien d'une identité nationale britannique forte (Tombs, 2017). Cette identité est aussi portée par la démocratie britannique, pionnière et particulière par rapport aux États européens du continent, et cette spécificité fait dans l'imaginaire collectif national la force du pays, une force qui semble être altérée par les mesures européennes qui impactent la souveraineté britannique sur certains points. Ainsi, pour se protéger d'une perte de compétences dans plusieurs domaines, nous constatons que c'est le retour à la protection du pouvoir national qui a toujours été privilégié par le Royaume-Uni plutôt que l'octroi de compétences à Bruxelles (Martin, 2012).

C'est donc ce cas particulier qu'est le Royaume-Uni qui a poussé l'UE dans un phénomène de désintégration comme nous avons eu l'occasion de le voir dans les parties précédentes. Sur ce point, Schramm (2019) nous fournit une mise en parallèle de cette question de désintégration avec le Brexit. Il donne d'abord sa définition de la désintégration de cette manière : « la désintégration européenne implique le processus inverse d'au moins une des trois dimensions de l'intégration européenne (approfondissement, diversification, élargissement) » (Ibid., p. 2).

Sur base de sa définition, l'aspect de l'intégration impacté par le Brexit est l'élargissement. Nous avons donc avec le Brexit l'exemple parfait d'un phénomène de désintégration sur base de la définition de Schramm. Dans ce cas, nous pouvons souligner le côté permanent que peut avoir la désintégration (même si ce n'est pas toujours le cas, selon les phénomènes). Car pour comprendre la source de ce revirement dans l'euroscepticisme anglais, plusieurs facteurs seront à prendre en compte comme les évolutions politiques du pays depuis l'adhésion ou encore la place du pays dans l'intégration européenne que nous aurons l'occasion d'aborder dans la prochaine partie.

La question est maintenant de savoir comment l'euroscepticisme anglais, d'abord modéré (Gifford, 2015), a pu se tourner vers un euroscepticisme fort poussant à la sortie du pays de l'UE. C'est sur ce point que notre prochaine partie sur les aspects historiques entourant le

Royaume-Uni et l'UE pourront nous aider à évaluer la position des britanniques sur la question européenne, en évaluant ses transformations et la place qu'ils ont prise au sein de l'Union.

2. L'approche historique

Au fil de ce contexte historique, nous tenterons d'observer l'évolution du sentiment nationaliste anglais pour en arriver aux premières relations avec l'UE, que nous développerons en détail dans la suite de notre recherche.

2.1. A l'origine du sentiment nationaliste anglais

Mais avant toute chose, plusieurs recherches démontrent que le Royaume-Uni reste l'un de ceux qui a la plus forte identité parmi les États européens et que cette dernière prend sa source dans l'histoire britannique. Vivien Pertusot (2016) illustre les particularités britanniques en nous fournissant une explication en cinq points : « la géographie, l'histoire, la politique, l'économie et les médias » (ibid., p. 136).

Premièrement, la géographie du pays est singulière en Europe. Sa situation insulaire et sa puissance maritime ont un rôle important sur l'identité nationale anglaise. Dans ce cadre, l'histoire de l'Angleterre en particulier participe à cette tendance. En conséquence, « la géographie a fait de l'isolement partiel du continent un rêve de longue durée et une possibilité au moins occasionnelle pour la nation insulaire et l'ancien maître de l'empire » (Ahonen, 2019, p. 43).

En effet, en parallèle avec le renforcement du pouvoir britannique en interne, son expansion internationale est considérable. Dès le XVI^e siècle, et au fil de son histoire jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le pays aura un statut d'État colonisateur et aura sous son joug de nombreuses régions de par le monde, aussi bien en Afrique et en Asie qu'en Amérique et en Océanie. La concrétisation de cette colonisation se trouve à la fin de la Première Guerre Mondiale, quand l'Empire britannique atteint son apogée territoriale (Welfens, 2017), ayant sous sa juridiction plus d'habitants que n'importe quel autre État colonisateur à l'époque. C'est cette expansion qui a donné à l'Empire une volonté de prendre un rôle politique fort au niveau mondial. Mais à l'époque, l'influence économique des Britanniques reste faible et ce sont les États-Unis qui réussiront à l'époque à avoir cette place (Ibid.).

En second lieu, le pays est celui qui cherche traditionnellement un équilibre des pouvoirs sur le Vieux continent pour empêcher que l'un empiète sur les autres. A l'issue de la seconde

Guerre Mondiale, le pays est également le seul en Europe à ne pas avoir été dans l'urgence de la reconstruction, comme l'armée allemande n'a jamais posé le pied sur l'île. La troisième raison est l'importance que le pays porte à sa démocratie parlementaire. Cet aspect de leur politique qu'ils ont maintenu historiquement depuis plusieurs siècles, les pousse à être méfiants de l'Union européenne qui pourrait impacter leur souveraineté nationale. Ensuite, le pays est naturellement orienté vers le commerce international et avait plus de relations commerciales en-dehors de l'Europe qu'avec la communauté européenne, jusqu'à ce qu'elle devienne elle-même membre en 1973. La dernière raison apportée par l'auteur est le rôle important des médias britanniques, qui ont tendance à présenter davantage les inconvénients que les avantages à la présence britannique dans l'UE (Pertusot, 2016). Comme nous le développerons plus tard, nous pouvons constater qu'une majorité des journaux britanniques les plus populaires auront lors de la campagne un discours majoritairement eurosceptique³.

2.1.1. Histoire institutionnelle du Royaume-Uni

Au-delà de ces points, d'autres auteurs tels que Weale, Welfens et d'Irbane⁴ nous montrent que l'histoire institutionnelle du pays est également particulière. Nous discuterons ici de cet aspect en nous attardant sur plusieurs points : d'abord sur la particularité du système politique anglais qui dénote par rapport aux autres pays d'Europe de par sa précarité, son fonctionnement et sa place dans l'imaginaire collectif britannique et ensuite, les développements contemporains et le rôle du référendum dans l'histoire du Royaume-Uni comme État membre de l'UE.

Le système politique anglais et sa constitution : un cas particulier

Le système politique anglais a connu de nombreuses évolutions au fil des siècles, avec un passage à un système démocratique ayant été beaucoup moins sanglant que dans d'autres pays du vieux continent. En effet, c'est dès le XIII^e siècle que des éléments de démocratie se mettent en place avec la Grande Charte de 1215 qui oblige le Roi à ne pas prendre ses décisions seul mais à rester attentif à ce que suggère son Conseil. À la suite de ce texte, plusieurs évolutions auront lieu jusqu'à la *Bill of Rights* de 1689 qui donne la majorité des pouvoirs au Parlement (Nguyễn-Duy, 2014). Ce système démocratique s'est très vite incarné

³ Voir partie sur le rôle des médias

⁴ Voir bibliographie

dans le système institutionnel du pays. Albert Weale (2018, p. 29) nous le confirme en disant que « la continuité des institutions anglaises et de ses pratiques reflétait une identité nationale profonde et une volonté générale de s'en remettre à l'autorité politique légitime ». Malgré cette évolution particulière, le pays a connu des problèmes, mais qui ont une autre origine que ceux que les Continentaux ont connus.

Ce que nous constatons en voyant cette évolution, c'est que d'après Welfens (2017), si l'histoire britannique est restée plus pacifique qu'ailleurs, son apparente stabilité a régulièrement été perturbée par des périodes de crise. L'auteur (Ibid.) prend l'exemple de l'unification entre Angleterre et Irlande en 1707 (qui a formé la Grande-Bretagne aujourd'hui) qui, si elle a été synonyme de paix pour le pays, a pourtant été suivie d'une période de crise politique sur d'autres plans, notamment dans la deuxième partie du siècle avec le début des tensions avec les colonies britanniques en Amérique qui engendra la Guerre d'Indépendance.

Mais le XVIII^e siècle est également synonyme de l'apogée de la philosophie politique anglaise. En effet, si le pays est aussi en avance au niveau démocratique en Europe, c'est parce que ses idées se sont développées plus tôt que sur le continent grâce à ses auteurs. Traditionnellement, à l'image de Locke, précurseur de la tradition libérale du Royaume, le pays voit sa propre liberté comme fondamentale (Vines, 2015).

Cette vision implique en outre le libre droit de disposer de sa propriété. Les « intérêts particuliers » (d'Iribane, 2012, p. 739) sont fondamentaux pour les individus, là où la question fait plus débat dans d'autres pays, comme en France où d'après l'auteur (Ibid.), le rôle tenu par ces intérêts était totalement opposé à ce qui se faisait outre-Manche. Les Français voyaient l'État comme celui qui protège l'intérêt général, là où les Britanniques (et les Anglo-saxons dans l'ensemble) voient l'État français comme portant atteinte à la liberté de ses citoyens.

Au niveau législatif, le Royaume-Uni est aussi l'un des précurseurs d'une constitution nationale, et du droit à l'auto-détermination. Cependant, son fonctionnement et sa composition sont un cas particulier en Europe. Deux mots résument d'après l'auteur la constitution britannique et la manière dont elle fonctionne : elle est la fois continue et changeante. La spécificité principale de la constitution britannique (qui a d'ailleurs fait douter certains auteurs de son existence, comme ce fut le cas pour Tocqueville) est qu'elle ne se compose pas d'un seul texte comme pour d'autres pays d'Europe. Elle est en effet formée de plusieurs textes, d'un ensemble de lois qui ne sont pas réunies en un seul document. C'est cette composition

particulière qui en rend l'analyse complexe, tant au niveau des textes qui la composent concrètement que dans ses moyens de contrôle (Ibid.).

Dès lors, « la difficulté pour le Royaume-Uni, étant donné la souplesse de sa constitution, est qu'il n'existe pas de principes constitutionnels établis et largement acceptés comme faisant autorité pour prendre une décision sérieuse sur une question majeure du destin national » (Weale, 2018, p. 31). Comme le référendum a été mis en place sans préciser ce qu'il en adviendrait de la constitution, cette dernière a dû être adaptée après le résultat pour le Brexit.

Suite à ces débats et au manque de clarification sur le contenu de ce qu'est la constitution britannique, la Chambre des Lords a donné en 2002 une définition permettant de distinguer ce qui ressort de la constitution ou non. Il s'agit donc de :

« l'ensemble des lois, des règles et des pratiques qui créent les institutions fondamentales de l'État, et ses éléments et pièces connexes, et précisent les pouvoirs de ces institutions et les relations entre les différentes institutions et entre les institutions et les individus » (House of Lords, 2002, cité par Nguyễn-Duy, 2014, p. 586).

Par la suite, cette constitution connaîtra de nombreux revirements, notamment avec l'adhésion européenne de 1973 que nous aurons l'occasion de développer dans la suite de ce travail. De nouveaux traités sont signés et certaines compétences sont déléguées, ce qui bouleverse le fonctionnement classique du système constitutionnel britannique. Pour confirmer ce changement, Bogdanor (1997, cité par Nguyễn-Duy, 2014) évoquera dans les années 90 une véritable transformation dans la constitution britannique. D'après lui, celle qui a été analysée et présentée par Bagehot notamment a été remplacée par ce que l'on peut considérer comme une nouvelle constitution suite aux changements qui ont eu lieu au fil du XXe siècle. Il parle suite à ces changements d'un « nouvel ordre constitutionnel » (Nguyễn-Duy, 2014, p. 581).

2.1.2. Développement du référendum au Royaume-Uni

Explorer les référendums précédents au sein de l'Union européenne nous permettra de comprendre ce qu'implique le référendum de 2016. L'issue du vote dépend aussi des problèmes auxquels le pays fait face au moment du vote. Ainsi, selon le contexte, le

référendum peut être vu comme une élection secondaire, où la population suit l'opinion de son parti privilégié ou comme un moyen d'exprimer sa satisfaction ou son insatisfaction sur la politique actuelle du pays ou sur une situation particulière. Ici, la question est centrale chez les Britanniques et concerne presque tous les secteurs du pays.

Comme nous l'avons vu, la Constitution est souveraine au Royaume-Uni. Ainsi, contrairement à d'autres pays européens, le pouvoir n'appartient pas au peuple. Cela explique que le recours au référendum soit un système peu adapté à la constitution puisque dans ce cas-ci, le peuple a le dernier mot sur la décision qui est prise (Auer, 2017). Nous allons donc ici essayer de comprendre quel rôle le référendum a dans le pays et dans quel cas il a été utilisé.

Historiquement, le Royaume-Uni n'a lieu recours au référendum que depuis son adhésion à la CEE. Le premier date de 1975 et cherchait à savoir si les citoyens étaient toujours favorables à l'adhésion⁵. Cependant, depuis 1973, nous avons eu onze référendums majeurs (Leydier, 2017). La plupart d'entre eux n'étaient pas liés à l'UE mais aux transferts de compétences du pouvoir national à une ou plusieurs des quatre régions britanniques. À part ces neuf référendums, trois concernaient l'ensemble de la population britannique : celui de 1975, une proposition de changement dans l'élection des députés de la Chambre des Communes en 2011 et le dernier en 2016 pour le Brexit. Ces exemples nous montrent que le recours au référendum est relativement peu fréquent pour les questions nationales au Royaume-Uni (Auer, 2017), ce qui justifie ce que nous évoquions précédemment.

Le recours à ces référendums a malgré tout impacté directement le système juridique britannique. Un litige (Miller) a été nécessaire pour certifier que « le référendum sur le Brexit a conféré une autorité suffisante au gouvernement britannique pour notifier à l'UE l'intention du Royaume-Uni de se retirer de l'UE, ou si une loi du Parlement était nécessaire » (Eeckhout, 2018, p. 165). Le principe du Parlement comme souverain reste en effet fondamental. Cette idée correspond dans la loi au constitutionnalisme politique, c'est-à-dire l'aspect essentiel de l'existence d'une constitution et la mise en place de préceptes lui permettant d'être efficace (Troper, 1994).

⁵ Vote qui a recueilli une majorité des voix en faveur du maintien, avec 67% des suffrages (LEVY D. A. L., ASLAN B., BIRONZO D., 2016)

À la suite du référendum, c'est la « théorie du mandat du gouvernement britannique » (Weale, 2018, p. 31) qui est maître. Trois éléments clés définissent ce principe :

- La souveraineté du peuple
- La mise en place d'un référendum, qui permet d'exprimer l'opinion populaire et dont le résultat s'établira dans une majorité simple
- La volonté du peuple appliquée telle quelle par le gouvernement

Le problème de ce genre de décisions est que si la volonté du peuple est exprimée, la décision rendue par un référendum ne peut pas définir de manière précise les mesures que le gouvernement doit prendre, ce qui implique qu'il est nécessaire de leur laisser une marge de manœuvre. Donc, le résultat exprime ce à quoi le peuple est opposé, mais pas ce qu'il souhaite concrètement ou ce qu'il soutient (Weale, 2018).

Le fonctionnement du référendum en lien avec l'UE

Un autre cas dans lequel le référendum a été utilisé concerne l'UE dans son ensemble, via des votes auxquels tous les États membres prennent part. Les plus connus depuis l'adhésion britannique sont la ratification du traité de Maastricht en 1992 et du traité constitutionnel en 2005 (Courcelle, 2013). Ces deux référendums ont par ailleurs été source de débats pour plusieurs pays d'Europe pour lesquels la ratification n'a pas été évidente.

D'après Vasilopoulou (2016), le refus des premières négociations pour la validation du traité de Maastricht par la France et le Danemark en 1992 est par exemple justifié par l'insatisfaction des habitants pour le gouvernement en place à l'époque. L'auteur fournit une autre explication potentielle basée sur le comportement des votants. Ils sont en effet perçus comme rationnels face aux politiques européennes.

2.2. L'intégration du Royaume-Uni à l'UE

Après nous être attardés sur les aspects politiques et institutionnels propres au Royaume-Uni, afin de comprendre le contexte dans lequel le pays évolue, nous allons nous consacrer à la relation entre Londres et Bruxelles au fil de l'intégration européenne des Britanniques.

Historiquement, Royaume-Uni et Union européenne sont restés liés dans leurs évolutions respectives.

Cependant, à la création de la CEE, qui allait plus tard devenir l'UE, les Britanniques se sont d'abord montrés majoritairement défavorable à une adhésion. Pour expliquer cela, il est indispensable de prendre en compte la culture britannique et le fort sentiment nationaliste qui a persisté dans leur histoire et leur politique. L'intérêt de l'analyse de cette situation se joue dans l'étroite relation qui lie ces deux facettes de l'identité anglaise. Nous allons donc développer cette histoire plus en détails.

Bourlanges (2016, p. 486) nous présente quatre tendances qui ont été suivies par le pays pendant la seconde moitié du XXe siècle et qui résument l'approche britannique face à l'UE : « le soutien sans participation (Churchill), la condamnation sans participation (équivalent de Johnson et Farage aujourd'hui), le soutien avec participation (proche de la vision de Heath et Blair) et la participation sans soutien (semblable à Thatcher et Cameron plus tard) ».

Nous avons décidé de procéder en deux temps afin de distinguer la période avant l'adhésion du Royaume-Uni pour détailler ensuite la place qu'aura le Royaume-Uni dans l'UE quand elle en sera membre. Nous analyserons également dans cette partie le sentiment des britanniques envers l'Union.

2.2.1. 1^{er} temps : De la fin de la 2^e guerre mondiale à l'adhésion (1973)

La fin de la Seconde Guerre mondiale et les prémices de la CECA

Dès le départ, le Royaume-Uni s'est mis en retrait de la construction européenne. Pour l'expliquer, nous devons revenir au départ, à la fin de la seconde guerre mondiale. Le Royaume-Uni est dans un contexte particulier par rapport au reste de l'Europe à la fin de la seconde Guerre mondiale. En effet, de tous les pays du Vieux Continent, c'est le seul pays qui n'a pas été sous occupation allemande et qui n'a pas été conquis à proprement parler (Courcelle, 2013). En conséquence, à la fin de la guerre, le Royaume est dans une situation plus confortable que les autres pays européens. Ils sont moins impactés par la crise et n'ont pas la même détresse économique que leurs voisins continentaux. La solidarité fut davantage nationale qu'internationale comme ce fut le cas pour les pays continentaux, avec une

collaboration entre travaillistes et conservateurs (traditionnellement opposés) pour la reconstruction du pays. La foi en la souveraineté parlementaire anglaise est en outre fondamentale pour le peuple anglais et compose leur identité nationale depuis trois siècles (ibid.). En effet, comme nous l'avons vu précédemment, au niveau constitutionnel, c'est le Parlement qui reste prioritaire dans la prise de décision, il représente donc une institution de référence dans l'esprit des Britanniques.

Le pays est ressorti de la guerre renforcé dans sa démocratie et son système politique, sans l'occupation ou l'influence fascistes sur le pouvoir national. Dès lors, le pays s'est reposé sur sa souveraineté nationale sans avoir ce besoin de collaboration avec d'autres pays pour revenir à sa situation d'avant-guerre (Tombs, 2017), bien qu'après 1945, Churchill suggère la mise en place des « États-Unis d'Europe » (Welfens, 2017, p. 44).

Les années 50 : Suez, création de la CECA et de l'AELE

Ensuite, Deighton (2017) explique que c'est dès les années 50-60 que les premières inquiétudes sont arrivées par rapport à l'Union. A l'époque, la CEE (Communauté Économique Européenne) venait de se créer avec 6 pays : la Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg, les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest (RFA), la France et l'Italie. Le Royaume-Uni était encore la Grande-Bretagne et il existait une opposition quant à savoir s'il serait intéressant pour le pays de rejoindre la communauté européenne. C'est d'abord le rejet qui l'a emporté. Ce refus à l'intégration européenne est de longue date, pour des questions structurelles notamment. En effet, ce contexte post-seconde guerre mondiale différent pour le Royaume-Uni explique que l'adhésion à la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) n'a pas été une priorité pour le Royaume-Uni, puisque cette collaboration entre ce pays et l'Union européenne, ne lui paraissait pas nécessaire à la relance de son économie, comme ce fut le cas pour les États du continent (Ibid.).

Historiquement, le Royaume-Uni a toujours commercé avec des pays en-dehors de l'Europe et ces relations se sont poursuivies au moment de la reconstruction européenne. En effet, c'est un pays qui est très ouvert au commerce international. Il est à l'époque encore un empire colonial, et bien que cette situation change à la fin des années 40, notamment avec l'indépendance de l'Inde, le pays garde son influence notamment avec les États du

Commonwealth, étant aujourd'hui pour la majorité d'anciennes colonies britanniques. Ses relations économiques vont donc au-delà de l'Europe, aussi bien en Amérique qu'en Asie ou en Afrique entre autres.

Au-delà des raisons que nous avons évoquées plus haut, le Royaume-Uni s'est aussi montré méfiant concernant l'adhésion à la CEE pour la défense de sa souveraineté nationale. L'opinion publique craignait en effet que s'associer à d'autres pays puisse nuire à cette puissance. Comme nous l'avons vu, le statut de plus grand colonisateur au début du XXe siècle a donné au pays ce sentiment de puissance et de leader politique mondial qui compte pour les Britanniques. Ainsi, lorsque l'Empire s'est effrité, la mise en place du Commonwealth en 1949 (qui était donc très récent à l'époque) a une place importante dans la politique étrangère britannique, ce qui justifie dans un premier temps que le pays s'oriente dans cette direction.

Mais plusieurs situations ont fait polémique dans le pouvoir international du pays. Un fait marquant qui nous vient à l'esprit est la crise du Canal de Suez. Ce passage maritime de la Méditerranée au Golfe de Suez a un rôle déterminant dans l'accès des puissances européennes aux Indes et à l'Océan Indien et dès le départ, les grandes puissances se disputent le contrôle de la région. La Grande-Bretagne est aussi directement impliquée dans la région dans un premier temps puisqu'il vise au passage vers les Indes, que le pays colonise depuis plusieurs le XVIIIe siècle. Ce passage sera souvent utilisé par les Britanniques et leur présence s'intensifie au fil du XIXe siècle, depuis l'ouverture du canal en 1882. Le rôle de ce dernier sera aussi important pendant les deux guerres mondiales, où les conflits ne se limitent pas à l'Europe mais aussi à l'Afrique et à la mer (Braeuner, 2019).

Mais, en 1956, la région connaît une crise importante. À ce moment-là, nous sommes sortis de la Seconde Guerre mondiale depuis une dizaine d'années et le Royaume-Uni continue de perdre de l'influence dans la région dans cette période de décolonisation. Cette année-là, Nasser, alors chef d'État égyptien, annonce la nationalisation du canal, ce qui signifie la perte du contrôle des puissances européennes sur le territoire. Le Royaume-Uni tient cependant à user de son influence avec d'autres pays pour reprendre le contrôle de la voie par la force, mais cette décision fait polémique car elle a été prise sans prévenir les États-Unis qui ont à l'époque le statut de leader du bloc ouest dans ce contexte de guerre froide. Cette initiative agite ces pays, dans un contexte où garder un contrôle sur le canal est nécessaire face au bloc

est. Finalement, les interventions armées ont lieu mais le Royaume-Uni ressortira perdant de ce conflit sur le plan matériel et diplomatique. Ce moment sera donc particulièrement marquant pour les Britanniques qui perdent encore plus leur influence dans la région et qui voient leur place de grande puissance réduite par l'influence américaine qui a fini par l'emporter (Piquet, 2016).

Peu de temps après cette crise, en 1959, la création de la Communauté européenne, appelée aussi CECA, est officialisée. Les six pays de la CEE fondent cette communauté : la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Italie et la RFA. Le Royaume-Uni a, quant à lui, privilégié une autre approche que l'adhésion à cette communauté : créer sa propre association économique avec d'autres pays du vieux continent, en l'occurrence l'Autriche, le Portugal, la Suisse, la Norvège, le Portugal, la Suède, suivis plus tard de la Finlande, du Lichtenstein et de l'Islande (Moulier-Boutang, 2016). L'AELE (Association Européenne de Libre Échange) était née, mais assez vite, sa puissance s'est révélée limitée par rapport à la CEE et les États-Unis préféraient voir une Europe plus unie au lieu d'une forme de concurrence entre deux organisations économiques transnationales. Dès lors, les pays membres ont commencé à douter de l'efficacité de leur démarche.

Années 60 : premières négociations pour l'adhésion à la CEE et veto français

Cette remise en question se déroule dans un contexte de Guerre Froide, et dès les années 60, avec ce doute autour de la formation de l'AELE, le Royaume-Uni a pu évaluer les risques de sa stratégie (Ibid.). Un refus d'adhérer à la CEE pourrait avoir des conséquences néfastes pour eux, telles que le risque d'être mis à l'écart des négociations menées par les États européens mais aussi d'avoir plus de difficultés à mettre en place les accords avec la Communauté européenne. La relation franco-allemande qui façonnait la communauté européenne à l'époque a également convaincu les Britanniques que pour ne être mis à l'écart, il fallait prendre part de manière plus concrète au projet européen.

Dès lors, le Royaume-Uni a vu dans l'adhésion une forme de rédemption économique : après l'échec de l'AELE et les conséquences de la fin de l'Empire britannique une dizaine d'années plus tôt, rejoindre la CEE semblait être le meilleur moyen de relancer l'économie du pays, comme le confirmaient par ailleurs plusieurs experts britanniques du gouvernement de l'époque. C'était aussi le meilleur moyen pour le Royaume-Uni de ne pas être mis à l'écart des

négociations internationales et de pouvoir conserver son statut de grande puissance dans une période de trouble pour le pays. Le processus de ralliement aux pays du continent se met petit à petit en place, avec dès 1961, la ratification du Traité de Rome, première étape de l'adhésion, comme l'avaient également conseillé les États-Unis (Tombs, 2017).

Un autre intérêt à se rallier à la Communauté européenne est que son influence devenait toujours plus grande. Ce développement a donc confirmé un véritable intérêt des Britanniques à l'adhésion dès les années 60, essentiellement pour les avantages économiques immédiats que cela pourrait rapporter, même si cette décision ne faisait pas l'unanimité politiquement comme nous l'aborderons dans la partie suivante. À ce moment-là, la Communauté européenne ne semble cependant pas en faveur de ce ralliement. Cet avis contraire est personnifié par De Gaulle, Président français à l'époque. Comme l'explique De Búrca (2018, p. 47), « il a opposé son veto à la demande d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE au motif (entre autres) que le Royaume-Uni considérait la CEE essentiellement comme un bloc commercial et n'était pas suffisamment engagé dans le projet plus large d'intégration européenne ».

D'après lui, les Anglais voulaient donc rejoindre la Communauté européenne à leurs conditions et pour ses avantages économiques plutôt que pour le projet d'ensemble qui est porté par l'Europe. Dès lors, il semblait pour lui inenvisageable pour la France que le Royaume-Uni devienne membre. C'est pour empêcher cette adhésion, de Gaulle impose le veto de son pays contre l'entrée du Royaume-Uni à deux reprises, en 1963 et 1967.

Cette méfiance de De Gaulle se justifie aussi via les discours prônés par le gouvernement dans cette période autour de l'adhésion du pays. C'est en vérité la question des intérêts nationaux britanniques qui sont revenus dans les débats plus que le soutien au projet de Communauté autour du Continent. En effet, en 1970, le Premier Ministre britannique Heath présente le problème de l'adhésion comme suit :

« Pour être utile et valable, la souveraineté doit être efficace. Nous devons décider si cette [adhésion à la Communauté européenne] est la manière la plus avantageuse d'user de la souveraineté de notre pays. La souveraineté appartient à chacun de nous [...] En adhérant, nous prenons un engagement qui implique notre souveraineté, mais [...] nous avons l'occasion d'influencer ses décisions à l'avenir » (Colin, 2017, p. 115).

Ainsi, la question de la protection de l'identité nationale britannique, que nous avons eu l'occasion de développer dans la première partie de notre recherche, a toujours été au cœur du débat autour de l'adhésion, et mettre en avant que celle-ci sera bien conservée malgré tout a été un argument important à prendre en compte pour la population à l'époque (Ibid.).

Années 70 : fin du Veto et adhésion britannique

Après cette confirmation et le retrait de De Gaulle, c'est dès le début des années 70 que la préparation à l'adhésion a vraiment pu commencer, et ce, peu de temps après le début de la présidence de Georges Pompidou. Les négociations pour que le Royaume-Uni puisse intégrer la CEE se sont donc mises en place plus concrètement et ont fini par aboutir à l'adhésion finalisée le 1 janvier 1973.

Ce sera donc finalement 5 ans après la fin de la présidence de de Gaulle que la Grande-Bretagne pourra envisager plus librement l'adhésion, en raison du fait que la situation déplaçait moins aux autres États membres, même dans les années 60. Un référendum aura donc lieu et les Britanniques voteront à 73% pour l'intégration à la CEE. Cependant, et malgré cette majorité favorable, certaines critiques se sont faites entendre de la part du peuple anglais dès son intégration. A cette époque, c'est essentiellement le parti travailliste qui restait vivement opposé à une adhésion pour des raisons économiques puisqu'il considérait que le pays se trouverait dans une organisation beaucoup trop capitaliste.

Mais malgré cette opposition du Labour, le pays est officiellement accepté dans la CEE. A l'époque, se rallier au couple franco-allemand apportait de véritables atouts, étant donné leur influence au niveau international. Cependant, comme nous le verrons dans la suite, la situation au sein de la Communauté économique européenne était différente de ce que le pays pressentait et le scepticisme envers l'Europe ne quittera jamais vraiment le monde politique britannique (Bourlanges, 2016).

2.2.2. 2^e temps : De 1973 au vote pour le Brexit (2016)

2^e moitié des années 70 : premières années au sein de la CEE

Le Royaume-Uni rejoint l'Union européenne en 1973 sous le mandat du Premier Ministre Edward Heath, membre du parti conservateur. Cependant, les sentiments par rapport à l'Europe étaient déjà mitigés à l'époque, comme nous le disions précédemment. Cette situation a amené à la perte des élections par le parti conservateur, laissant la tête au Labour qui a commencé dès lors à négocier des concessions exclusives au Royaume-Uni avec Bruxelles. Ces doutes étaient présents au point que seulement deux ans après l'adhésion du pays, un référendum a été organisé par le nouveau gouvernement travailliste. A l'époque, une majorité de la population votante (deux tiers) s'est montrée en faveur du maintien dans la Communauté européenne. Comme nous l'avons vu, le second référendum a eu des résultats différents, le contexte des deux époques restant très différent (Welfens, 2017).

Très vite, les choses ne se passent pas comme le Royaume-Uni l'avait espéré. D'abord, il s'est avéré que l'économie européenne n'était finalement pas plus en avance que celle du Royaume-Uni. À l'époque, dans la première moitié du XX^e siècle, tout le monde considérait que les pays de la CEE étaient plus forts économiquement car leurs taux de croissance étaient systématiquement plus élevés que le niveau britannique. Mais en vérité, cette croissance était due à la conversion d'une grande partie des travailleurs agricoles vers les industries. Or, cet exode rural massif avait déjà été mis en place par le Royaume-Uni des dizaines d'années plus tôt et cette conversion ne leur était plus nécessaire, là où les pays de la CEE rattrapaient progressivement leur retard sur l'ancienne première puissance mondiale (Tombs, 2017). Finalement, après l'adhésion et la fin du rattrapage des pays européens, les différences entre les premiers adhérents à la CEE et le Royaume-Uni sont devenues minimales et le pays a eu beaucoup moins à gagner que les autres États membres. C'est ainsi que dans les années 80, la croissance du Royaume-Uni est même devenue plus importante que sur le continent. Dans les années 90, de nombreuses dévaluations de la monnaie des pays du continent ont rendu le choix de l'euro peu attractif pour les Britanniques, qui ont préféré garder leur monnaie (Ibid.).

Et comme à l'époque de l'adhésion, seuls les enjeux économiques étaient présentés comme les arguments rendant l'adhésion indispensable, sans véritable attachement au projet européen en lui-même, le pays n'a pas reçu tout ce qu'il espérait de cette adhésion. Tombs (2017, p. 132) confirme cette situation en ces termes : « il ne fut guère question des idéaux et des ambitions

politiques du projet européen : c'est une des raisons pour lesquelles maints électeurs britanniques plus âgés ont aujourd'hui le sentiment que l'élite politique les a bernés ».

Années 80 : l'ère Thatcher

Le pays est resté historiquement l'un des plus opposés à un partage de compétences avec l'UE. La centralisation de plusieurs compétences vers le pouvoir transnational était loin de faire partie des priorités des Britanniques. Un sondage à la veille du référendum nous montre d'ailleurs que seuls 6% de la population britannique étaient en faveur « d'une centralisation accrue » (Tombs, 2017, p. 133). Ce résultat peut indiquer qu'il y a en vérité, chez les Britanniques, plus d'opposition à la centralisation vers l'Europe que d'opposition à un maintien du pays dans l'UE. Mais il faut également tenir compte du contexte dans lequel le vote a été fait, à la toute fin de la campagne autour du référendum et des arguments percutants des pro-Brexit pour un retour à la primauté du pouvoir national face à l'UE.

Mais dès l'adhésion, le gouvernement anglais a eu plusieurs reproches à faire à l'Union. Tout d'abord, le fait que plusieurs référendums n'ont pas abouti à ce que souhaitaient les Britanniques. Plus tard, ce sentiment eurosceptique s'est révélé sous l'égide de Margaret Thatcher, Première Ministre britannique entre 1980 et 1991, qui est aujourd'hui connue par sa phrase célèbre « *I want my money back* » (Thatcher, 1979, citée par Moulier-Boutang, 2016, p. 16) qui signifiait concrètement qu'elle considérait que le Royaume-Uni avait trop donné à l'Union européenne et qu'elle voulait récupérer cet argent.

Cette situation s'explique pour Pertusot (2016, p.138) du fait que « l'adhésion est un contrat ». Le Royaume-Uni n'a essentiellement choisi de rejoindre la Communauté européenne que pour les avantages économiques que cela pouvait lui rapporter, et si la situation lui semblait trop peu favorable, le pays s'estimait en droit de réclamer réparation. Comme nous l'avons vu précédemment, ce sentiment vis-à-vis de l'Union a persisté depuis que le pays a souhaité adhérer à la CEE. Cet aspect contractuel de la relation entre l'UE et les Britanniques s'illustrent aussi par le système d'*opt-out* (ou option de non-participation). Ce concept est un principe clé du fonctionnement britannique au sein de l'UE (Ludlow, 2007).

Années 90 : Traités significatifs pour l'UE

Si nous revenons à la fin du mandat de Thatcher, à l'aube des années 90, c'est la gauche qui arrive au pouvoir via le *New Labour* (Alexandre-Collier, 2014). Le parti prendra la tête du gouvernement après l'ère Thatcher, pour tenter de revaloriser les intérêts sociaux du gouvernement. L'objectif clé de leur politique est de garder un marché compétitif tout en prenant en compte l'importance du social et de l'aide aux populations grâce aux bénéfices engendrés par l'internationalisation du commerce anglais. La mise en place d'un « marché mixte » (Innes, 2018, p. 139) est présenté comme la meilleure solution pour être efficace sur les deux plans. Cependant, lorsque la droite est revenue au pouvoir, les mesures ont de nouveau changé pour se placer du côté de l'offre. Cependant, cette approche a deux problèmes essentiels (Ibid.) :

- Une vision étroite du rôle de l'État comme un monopole ou un cartel, ce qui implique des électeurs peu attentifs aux mesures en place
- Une difficulté pour percevoir le niveau de commercialisation de l'État au niveau pratique en raison de cette approche plus entrepreneuriale qu'étatique

C'est dans les années 90 que le système d'*opt-out* s'est mis en place plus concrètement pour le Royaume-Uni qui a pu y recourir à plusieurs reprises. Ainsi, le pays s'est montré moins impliqué que d'autres États membres dans les réformes transnationales et a préféré ne pas prendre part à certains grands changements instaurés. C'est par exemple le cas pour leur monnaie qui, bien qu'ils aient été membres de l'UE, est restée la livre sterling, ou encore pour l'adhésion à l'UEM (unité économique et monétaire) (de Búrca, 2018).

Il n'est pas le seul pays à y avoir accès cependant. Avec le traité d'Amsterdam en 1996, le Royaume-Uni et quelques autres pays ont par exemple pu user de l'*opt-out* sur certains décrets mis en place tels que le ELSJ (Espace de liberté, sécurité et justice). C'est également le cas pour la convention de Schengen, dont le Royaume-Uni ne fait pas entièrement partie, ce lui permet de continuer les contrôles aux frontières pour les résidents européens. Ces exemples nous montrent que l'*opt-out* a été utilisé à plusieurs reprises, mais il faut noter que ce recours reste relativement rare dans l'histoire de l'UE (Curtin, 2018).

Années 2000 : Grand élargissement et crise des subprimes

À partir des années 2000, avec le grand élargissement de l'Union européenne, qui a accueilli pas moins d'une dizaine de nouveaux pays (essentiellement des pays d'Europe centrale), en

2004, que les choses se sont compliquées. A la suite de l'élargissement, plusieurs milliers de personnes ont émigré au Royaume-Uni pour travailler. Au départ, comme l'objectif des Anglais était d'avoir un maximum de nouveaux travailleurs, cette arrivée massive a été appréciée par les Britanniques pour qui la main d'œuvre était manquante à l'époque. Or, en 2008, la crise économique impacte tous les pays d'Europe et la situation s'inverse pour le Royaume-Uni est moins favorable à accueillir ces nouveaux travailleurs. C'est à partir de là que de nouvelles protestations sur le fonctionnement européen ont émergé. C'est aussi dans ce contexte que la crise migratoire des années 2010 a eu des conséquences sur le Royaume-Uni plusieurs années après. En effet, l'arrivée de milliers de réfugiés de pays en guerre notamment, issus du Moyen-Orient pour la majorité, a incité plusieurs partis, conservateurs entre autres, à manifester contre un exode de ces populations Outre-Manche.

L'histoire a montré que la position britannique au sein de l'UE a toujours connu des fluctuations. Nous avons une double approche sur les décisions de l'UE entre un soutien fort aux initiatives économiques (acte unique européen, marché commun, ...) et un rejet quasiment systématique des propositions sur le plan politique, sauf dans le cas où cela pourrait leur donner un avantage. Nous sommes donc dans le cas d'un euroscepticisme pragmatique, qui peut se comprendre comme le rejet de l'intégration européenne en elle-même, tout en prenant en compte les intérêts économiques qu'implique le statut d'État membre de l'UE (Kopecky, Mudde, 2002).

Malgré tout, les décisions de la Zone Euro font également débat pour les Britanniques, comme ils n'en font pas partie, et n'ont pas cherché à y être intégré comme ont pu le faire les autres États hors de la zone Euro. Leur crainte est que tous les pays membres hors de la zone euro doivent s'adapter à leurs volontés notamment pour tout ce qui concerne le marché intérieur (Pertusot, 2016).

Le traité constitutionnel européen de 2005 a également fait débat pour plusieurs États membres. À l'époque, avec le rejet des votes en France et au Pays-Bas, les pays comme le Royaume-Uni qui voulaient décider de la validité du traité par référendum n'ont jamais pu organiser ce dernier. En effet, la question d'un traité de ce type impliquait de donner plus de compétences à l'UE, ce que beaucoup d'États n'étaient pas prêts à accorder (Moulier-Boutang, 2016). Mais ce vote aurait été l'occasion pour les Britanniques de s'exprimer sur les changements qui ont marqué l'UE par rapport à ce qu'était la communauté européenne à

l'époque où le pays en est devenu membre. Le traité de Lisbonne en 2009 a également fait polémique. En effet, ce traité visant à donner à l'UE plus de compétences sur la coopération au niveau policier et judiciaire a été rejeté en partie par le Royaume-Uni par un système d'*opt-out*. Ainsi, une trentaine de mesures ont été refusées par le pays (Curtin, 2018).

C'est dans la même période, en 2008, que la crise des subprimes touche l'UE. Cette situation a provoqué une certaine méfiance du Royaume-Uni et d'autres États membres envers Bruxelles. En conséquence, les États avec la base la plus eurosceptique, comme le Royaume-Uni, ont une méfiance plus importante qu'autrefois. Pour la cas anglais, nous pouvons illustrer ce revirement par l'exemple du parti-libéral-démocrate qui, bien que traditionnellement très favorable à l'Union européenne, est, lui aussi, à finit par se retrouver en retrait par rapport aux intentions de vote des Britanniques (Antoine, 2017).

Cette méfiance s'illustre par la définition même de l'euroscepticisme que nous avons vue dans la première partie de ce travail. Ici, nous constatons que si le Royaume-Uni a montré une certaine implication dans plusieurs projets européens, les mesures mises en place par les institutions européennes ne sont pas toujours en accord avec ce que le pays voudrait voir. Étant donné que la gestion de la crise économique par l'UE a fait débat, et que certains pays ont été lourdement touchés au sein de l'UE, la méfiance envers les institutions s'accroît et les mouvements eurosceptiques gagnent des voies, comme nous aurons l'occasion de l'aborder dans la troisième partie de ce travail avec le UKIP notamment.

Années 2010 : Cameron Premier Ministre et mise en place du référendum sur le Brexit

Le contexte électoral de l'époque a aussi un rôle à jouer dans ce regain d'euroscepticisme. Les travaillistes sont au pouvoir depuis une douzaine d'années (avec plusieurs mandats consécutifs depuis les années 90), mais dans le contexte de crise économique que traverse le pays et l'UE à la fin des années 2000, un manque de confiance envers le Labour pousse l'électorat à élire en 2010, les conservateurs qui reprennent la tête du gouvernement, et pourront dès lors soutenir à l'échelle nationale des idées à tendance eurosceptiques.

David Cameron a donc été élu une première fois en 2010, mais sur base d'une coalition de plusieurs partis. Ce n'est qu'à son deuxième mandat aux élections suivantes (en 2015) que le Premier ministre a pu stabiliser son gouvernement (Welfens, 2017). C'est lui qui aura un rôle

central dans mise en place du référendum car il s'était engagé lors de son deuxième mandat à ce qu'un référendum pour un éventuel Brexit soit organisé si ses négociations avec Bruxelles pour donner au pays un statut spécial au sein de l'UE ne menaient à rien. Par ailleurs, Curtin (2018) met en avant une enquête de 2012 synthétisée par YouGov, révélant que la population serait plus encline à rester dans l'UE si des négociations pour le maintien avaient eu lieu avec succès tout en garantissant la protection des intérêts Britanniques dans l'UE.

Dans sa politique, le Premier Ministre s'est toujours considéré comme prudent sur la possibilité d'une sortie du Royaume-Uni, privilégiant dans un premier temps des négociations avec Bruxelles pour fournir des avantages au Royaume-Uni sans pour autant quitter l'Union européenne. Cependant, la montée en puissance du UKIP au Royaume-Uni jusqu'à la victoire du parti eurosceptique aux élections européennes de 2014 pousse Cameron à devoir adapter sa stratégie pour satisfaire son parti (relativement divisé sur la question du Brexit) et permettre de garder l'avantage sur le parti de Farage. Quelques mois plus tard, lors de la campagne pour les élections législatives britanniques, le Premier ministre sortant s'engage alors à ce qu'en cas de victoire, il organise le référendum tant revendiqué avant 2017 (Vaudano, 2016).

Bien qu'ayant tenté de négocier avec Bruxelles pour tenter d'éviter ce recours au vote, il a été contraint, face au refus des 27 autres pays membres de prévoir le référendum qui aura lieu le 23 juin 2016. Dans cet accord, Cameron avait déjà prévu le cas où le résultat serait un 'oui' pour la sortie du Royaume-Uni. En effet, il s'était accordé avec les pays membres pour qu'en cas de sortie, le Royaume-Uni dispose entre autres d'un accord d'échange particulier avec l'UE, ce qui lui confèrerait des avantages exclusifs (Hobolt, 2016.).

Cameron se portait donc initialement en faveur du *remain* mais si les réformes proposées étaient acceptées. Ses quatre objectifs clés étaient les suivants :

- Ne pas désavantager les pays hors de l'eurozone dans l'UE avec une gouvernance économique efficace
- Limiter les régulations pour garantir la compétitivité des économies
- Mettre en place des lois sur le statut des immigrés, notamment pour attribuer les avantages aux travailleurs immigrés au minimum quatre ans après leur arrivée sur le sol britannique
- Donner plus de pouvoir aux parlements nationaux pour ne pas contraindre les Britanniques à adhérer davantage au projet d'une Europe des peuples plus unie

Les suggestions de l'ancien Premier Ministre montrent que la souveraineté anglaise reste une priorité. Cependant, la réaction de l'UE à l'époque s'est montrée mitigée du fait que plusieurs des suggestions de Cameron vont à l'encontre des principes fondamentaux de l'UE et des compétences octroyées aux institutions européennes. A la suite de ce refus, le référendum est devenu inévitable (BBC News, 2016).

Il s'est avéré que les négociations n'ont pas donné les résultats escomptés, ce qui a confirmé la mise en place du référendum du 23 juin 2016, ainsi que le soutien de plusieurs indécis pour le Brexit. Finalement, de nouvelles négociations ont eu lieu au début de l'année 2016 autour de quatre thèmes majeurs : « la gouvernance économique, la compétitivité, la souveraineté et l'immigration » (Auer, 2017, p. 4).

Après des accords signés le 19 février 2016, Cameron et son gouvernement ont officiellement pu recommander un maintien du pays au sein de l'UE au vu des intérêts obtenus grâce à ces nouveaux accords, bien que ces demandes n'aient pas obtenues toutes les revendications au cœur des négociations. Ce résultat mitigé a participé à justifier le choix de plusieurs membres du parti conservateur et de ministres en faveur du Brexit (Auer, 2017).

Finalement, nous remarquons qu'il y a eu une vraie évolution sur les actions de l'UE entre 1973, quand le Royaume-Uni a rejoint la CEE et 2016, à l'aube du Brexit. En moins de 45 ans, l'Union européenne s'est développée bien au-delà d'un marché commun et s'est attardée sur la création d'une véritable union des pays au-delà des aspects économiques, en se développant autour de valeurs politiques et sociales qui devraient être communes à tous les États membres (de Búrca, 2018), ce que le Royaume-Uni n'était pas nécessairement prêt à appliquer.

3. Cas d'application : le rôle des partis dans le vote pour le Brexit

3.1. Présentation générale des partis

3.1.1. Les partis traditionnels

Les deux principaux partis considérés comme traditionnels (originellement *Whigs* pour la gauche et *Tories* pour la droite) existent sous leur forme actuelle depuis les années 1920 mais ont été créés dès le XVIIIe siècle, de manière très précoce par rapport au reste de l'Europe. Ils ont participé à de nombreux débats autour des enjeux majeurs du pays. Nous aurons l'occasion ici de comprendre le rôle de ces partis ainsi que l'évolution de leurs opinions sur l'Union européenne. Sur ce point, la tendance est qu'aujourd'hui, « le débat n'est plus entre pro-UE et eurosceptiques, mais entre les différents niveaux d'euroscepticisme » (Pertusot, 2016, p. 140). Ces deux partis sont en outre ceux qui sont en tête pour former un gouvernement, bien que d'autres partis existent dans le champ politique britannique. Nous aborderons ces évolutions par rapport aux différents partis dans les points suivants de notre recherche.

Le parti travailliste

Le parti travailliste est l'un des plus anciens partis socialistes d'Europe (Tombs, 2017). Il émerge surtout sous sa forme de Labour dans la 2^e moitié du XIXe siècle alors que les droits des ouvriers commencent à être discutés dans toute l'Europe. En plus de cette révolution au niveau du travail, le suffrage a évolué dans le pays pour passer au suffrage universel masculin en 1884. Dès cette période, comme cela s'est vu ailleurs en Europe, le parti a pris une place plus importante dans le champ électoral anglais en voyant son nombre d'électeurs augmenter (Alexandre-Collier, Avril, 2013).

Le parti est également celui qui s'ancrera le mieux hors de la région anglaise, puisqu'il restera notamment en tête en Écosse jusqu'à dans les années 80 qui verront l'émergence du SNP (Scottish National Party) qui est encore en tête des sondages aujourd'hui dans la région, comme

ce fut le cas pour le Pays de Galles qui a vu naître pour sa part le *Plaid Cymru* (Leydier, 2017). En Irlande du Nord, c'est le parti conservateur qui a gardé la place électorale la plus importante, nous développerons donc cette région plus en détail dans la sous-partie suivante.

Plus tard, sa position sur l'Union européenne est assez variable au fil du temps. Au départ, le parti a principalement été opposé à l'adhésion. En effet, dès les années 60, quand l'adhésion a commencé à être sérieusement envisagée par le monde politique anglais, ce sont principalement les travaillistes qui s'y sont opposés, considérant la CEE comme trop libérale. Au niveau politique, le parti travailliste met en avant tous les inconvénients que pourrait engendrer la politique économique commune de l'Union européenne sur les Britanniques. Il reproche en effet que le manque de choix sur l'achat des matières premières pour les Anglais risquerait d'être défavorable. A la suite de l'adhésion et des avantages économiques qui ont suivi, le parti a fini par se montrer en faveur de l'UE et a été l'un des principaux défenseurs de l'intégration lors des mandats du Labour au gouvernement national.

Le parti a également pris un tournant à la fin des années 90 en devenant le *New Labour*, derrière la figure de Tony Blair se présentant pour le poste de Premier Ministre (Barrier-Roiron, 2008). Dès le départ, le projet est clair : rompre avec la vision des anciens travaillistes, critiqués dans leur gestion des crises pétrolières notamment. Cette rupture s'établit sur plusieurs sujets : notamment l'économie, la politique étrangère, le tout dans une idée de « restauration » (ibid, p. 258) du statut fort et influent du pays à l'échelle mondiale. Nous en revenons ici potentiellement aux références à la puissance passée du pays en tant qu'Empire, ce qui nous rappelle l'influence que la souveraineté britannique joue encore aujourd'hui chez la population et au niveau politique.

Le *New Labour* finira par arriver au pouvoir à la suite des élections de cette année 1997 en tant que parti travailliste remanié. Leur succès politique continuera pour trois mandats consécutifs, jusqu'en 2010 et la place du pays dans l'Europe reste importante pour le gouvernement qui se montre à l'époque favorable à l'adhésion (Alexandre-Collier, 2017).

Cependant, cette domination politique a basculé en 2010, quand le parti conservateur a remporté les élections et que le référendum a été annoncé. Les camps pour le *remain* ou le *leave* ont commencé à se former tandis que le *Labour* a maintenu dans la majorité sa tendance pro-UE. Ce qui ressort de cette période, c'est un sentiment mitigé selon les membres du parti.

Pertusot (2016) représente ces changements en une fracture du parti en deux camps, d'une part, le camp Blair et d'autre part, le camp Brown, en référence aux deux personnalités importantes du parti. Dans le premier camp, personne n'était en faveur d'un référendum, là où le camp Brown voulait quand même qu'un référendum soit organisé. Mais finalement, en 2015, la majorité des travaillistes s'est révélée en faveur d'un référendum. Il ne reste qu'une minorité des membres qui soutiennent la cause de camp Blair, pro-UE sans volonté de vote sur le sujet.

Le parti conservateur

Le parti conservateur est, tout comme le *Labour*, l'un des partis les plus anciens au Royaume-Uni. C'est le seul des deux partis qui a gardé au fil du temps son appellation d'origine (*Tory*), en référence au fait que son discours est dans la lignée des *Tories* du XVIIe au XIXe siècle. Le parti désignait initialement le mouvement en faveur de la Monarchie et de l'aristocratie en 1685 lors de l'institution sous Jacques II d'une Monarchie absolue similaire au cas français de l'époque, sous Louis XIV. Comme l'expliquent Alexandre-Collier et Avril (2013, p. 22), « de son histoire, le parti a conservé cette étiquette de parti *Tory* qui en est venue à désigner une tradition idéologique spécifique au sein du parti ou par extension, le parti lui-même ».

Au niveau de la répartition régionale, le parti avait la majorité de soutien en Irlande du Nord jusque dans les années 70. C'est cette décennie qui a particulièrement marqué sur le plan électoral. C'est dans cette période que la région se détache des partis classiques du Parlement de Londres. Le parti unioniste était le principal représentant de la région à la Chambre mais avec la prise de contrôle de la région par Londres dans les années 70, après une indépendance partielle par rapport au gouvernement central, la région développera plus fortement ses partis locaux centrés sur les problématiques spécifiquement nord-irlandaise, en délaissant la coalition conservatrice à Westminster (Leydier, 2017).

Concernant le rapport à l'UE des Conservateurs, le parti s'est montré dès le départ en faveur de l'adhésion lorsque les débats ont commencé dans les années 60. Cependant, son point de vue a connu plusieurs évolutions jusqu'à ce que le parti devienne le représentant à tendance eurosceptique parmi les partis traditionnels. Ce statut s'est confirmé entre 1979 et 1990 lors des différents mandats de Margaret Thatcher. Dans cette période, plusieurs mesures économiques ont déçu au Royaume-Uni et à la première Ministre, qui est d'ailleurs devenue

l'une des figures de l'euroscepticisme anglais dans les années 80. La question du budget européen a par exemple fait débat dans cette période. Comme le principe de la CEE est d'avoir un budget commun, il était nécessaire de déterminer quel pays investirait quelle part dans le financement des institutions européennes et la part versée par les Britanniques posait problème de longue date (Davis, 2007).

La question de la place de la souveraineté nationale a aussi compté dans les arguments fournis par Thatcher, qui restait méfiante notamment sur ce que l'adhésion impliquait pour le pouvoir britannique :

« Si nous avons réussi à faire reculer chez nous les frontières de l'État, ce n'est pas pour les voir réimposées au niveau européen, avec un super-État européen exerçant à partir de Bruxelles une domination nouvelle [...] il faut que ce nouvel état de chose se fasse en préservant les différentes traditions, les pouvoirs parlementaires et les sentiments de fierté nationale [...] » (Thatcher, 1988, cité par Davis, 2019, p. 48).

Depuis lors, les conservateurs ont penché du côté eurosceptique. Par la suite d'ailleurs, même le parti travailliste ne s'est plus présenté comme radicalement pro-UE, ou du moins cette tendance n'était pas vivement suivie par tous les principaux représentants du parti. Le fait que le pays ne soit jamais entièrement en faveur de l'Union européenne couplé à des demandes d'opt-out régulière pour le Royaume, a souvent rendu les relations entre Bruxelles et Londres plus difficile qu'avec d'autres pays soutenant activement l'adhésion à l'Union européenne (Welfens, 2017).

Le parti a donc connu plusieurs revirements mais avec le regain de l'euroscepticisme à l'échelle nationale, il s'oriente en ce sens pour rester en phase avec les électeurs et éviter de perdre des adhérents au profit du UKIP, qui prend une importance grandissante au fil des années 2000-2010. Dès lors, son orientation eurosceptique est désormais acquise, mais a une certaine nuance. On parle ainsi dans leur cas d'un « euroscepticisme modéré » (Alexandre-Collier, 2014, p. 105). Comme nous l'avons expliqué dans notre partie théorique, l'euroscepticisme modéré se rapporte à un euroscepticisme mesuré dans lequel un parti ne remet pas intégralement en question l'UE mais reste opposé à certaines mesures ou politiques transnationales. Cette tendance a donc du sens pour le gouvernement conservateur qui,

initialement, ne souhaitait pas le Brexit mais souhaitait davantage assurer les avantages britanniques au sein de l'UE.

En outre, Pertusot (2016) note que malgré l'euroscepticisme grandissant au niveau partisan, le parti conservateur a misé sur une non-intervention dans les débats sur la question, ne se montrant ni en faveur, ni en défaveur du Brexit. Le parti a préféré en effet se recentrer pour retrouver sa cohésion interne, laquelle était mise à mal par les discussions autour de l'UE, sur lesquelles il y avait de nombreuses divisions parmi les *Tories*. C'est dans ce cadre que le UKIP est devenu plus populaire et que sa présence pose problème pour les Conservateurs. Le parti de Farage (ancien membre du parti conservateur) met surtout en évidence son opposition à « l'*establishment* britannique » (Pertusot, 2016, p. 137) ainsi que son opposition à l'intégration européenne et à l'immigration. Ce sentiment étant partagé par une partie de la population, le UKIP a pu rassembler plus d'adhérents et de prendre une certaine place dans le débat autour du Brexit. Cette situation a eu tendance à créer deux fronts au sein du parti conservateur : ceux plus favorables aux idées de Farage et ceux plus proches du parti conservateur classique (Welfens, 2017).

3.1.2. Les autres partis politiques anglais

L'émergence du UKIP

Le parti est né en 1993, avec comme objectif central et principal la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Tournier-Sol, 2017). Il n'appartient donc pas aux tendances politiques traditionnelles du Royaume-Uni, mais il a pris une importance considérable dans les intentions de vote au niveau national et européen et dans la campagne pour le Brexit auquel il a activement participé. Afin d'expliquer cela plus en détail, nous allons contextualiser la situation de l'époque de sa création.

C'est depuis Maastricht, et en raison des problèmes que la ratification du traité a engendrés, que plusieurs groupes politiques se sont formés au Royaume-Uni (Alexandre-Collier, 2014). Ces groupements eurosceptiques ont eu dans un premier temps une influence limitée. Cependant, le UKIP (*United Kingdom Independence Party*) a particulièrement fait parler de lui. Son fondateur, Nigel Farage, est issu des quartiers populaires et a su gravir les échelons. Il

est connu pour son caractère original et son franc-parler et donne à son parti une image qui est en décalage avec ce que proposent les partis traditionnels (Ibid.).

Nous sommes donc à l'époque dans un contexte de crise politique qui est la cause de cette montée des partis plus extrêmes et des tendances eurosceptiques. A cause des affaires de corruption au Royaume-Uni et de la crise économique à la fin des années 2000, la méfiance de la population se fait ressentir et la confiance envers le système politique anglais, jugé auparavant fort et stable, s'effrite (Courcelle, 2013).

Très vite, le parti de Nigel Farage s'est présenté aux élections européennes de 1994 (un an après la création effective du parti), avec seulement trois sièges, pour gagner les élections européennes de 2014 avec 24 sièges obtenus. Ce résultat correspond à 29% des suffrages britanniques, contre 23,9% pour les conservateurs et 23,8% des suffrages pour les travaillistes (Vasilopoulou, 2017). Ainsi, le parti a commencé à prendre de l'importance et dans une certaine mesure à développer ses infrastructures. Le UKIP reste cependant vivement critiqué par les partis traditionnels.

Le UKIP a donc un rôle au Parlement européen, par lequel il s'exprime en majorité, et gagne donc du terrain au niveau national. L'explication de cette popularité aux élections européennes vient du fait que les méfiances envers l'UE sont monnaie courante dans le pays, et il était rare à l'époque pour les partis en faveur du projet européen de mettre leur sentiment sur le sujet en avant en raison de l'aspect sensible de la question. Les tensions s'accroissent et le UKIP joue sur ces problèmes.

Le projet politique ainsi que toute la démarche et les revendications du UKIP se résument en trois axes majeurs : « Europe, immigration, rejet des élites » (Siméon, 2016, p.2). Mettre ces trois aspects en avant n'est pas sans rappeler, d'après Siméon (Ibid.), la direction que prennent la plupart des partis populistes aujourd'hui dans d'autres pays européens.

En effet, « poussé à l'extrême, le UKIP cultive un goût prononcé pour un libéralisme économique et culturel qui s'illustre dans une méfiance profonde envers l'État, une vision libertarienne s'apparentant en ce sens au Thatcherisme le plus radical » (Alexandre-Collier, 2014, p. 109).

Le UKIP a un autre public cible depuis sa création, et en lien avec le rejet des élites abordé plus tôt : les personnes en difficulté ou en situation précaire à la suite de certaines décisions européennes. C'est par exemple le cas pour les travailleurs d'anciennes usines fermées aujourd'hui, pour les pêcheurs ou encore pour les habitants des régions rurales du pays. Ici, l'objectif premier est de miser en priorité sur les intérêts nationaux, les questions internationales n'étant pas soulignées comme elles le sont chez les Conservateurs par exemple (Ibid.).

Les votants pour le parti de Farage sont aussi liés aux conservateurs. Vivien Pertusot (2016) nous dit que le choix du UKIP correspond à l'option la plus adéquate pour ceux qui ne se retrouvent plus dans le parti *Tory*. En effet, dans les années 2010, il ne soutient pas une direction assez eurosceptique pour certains votants. Nous avons vu que certains rapprochements se font avec l'UE et que les conservateurs à l'époque se constituent dans un euroscepticisme modéré, qui n'envisage donc pas un retrait de l'UE, contrairement à ce que le UKIP revendique. La question des normes européennes autour de la libre circulation des habitants Européens pose aussi problème pour le UKIP et les eurosceptiques forts mais est au contraire soutenue par le parti conservateur, ce qui pose un autre problème pour les *Tories*. Soutenir cette norme signifie que les conservateurs se mettent en opposition à ce que les eurosceptiques forts revendiquent (Bourlanges, 2016). En plus de ce sujet, le rapprochement du parti avec les libéraux-démocrates ou encore un lien considéré comme trop étroit avec l'UE fait que plusieurs électeurs conservateurs (voire membres du parti) se tournent vers les alternatives que proposent le UKIP notamment.

Mais prendre la tête des élections européennes en 2014 a impacté le UKIP qui a montré ses faiblesses. Farage a quitté son poste en 2015, et une crise interne au parti a suivi. En effet, dans son développement, le rôle de leader charismatique incarné par Farage était considérable, car c'est lui qui a porté de projet dès son commencement et a été en mesure d'obtenir le soutien des électeurs. Finalement, cette période de doute a mis en avant la volonté de certains membres du UKIP d'avoir un pari plus modéré, sans la personnalité polémique que représentait Farage. Or, ce dernier est finalement revenu au pouvoir, écartant Douglas Carswell, qui tentait de reprendre les rênes. Ce dernier a eu un rôle important. Conservateur d'origine, il a rejoint le UKIP mais a voulu lui insuffler une vision plus modérée. Finalement, il est le seul représentant du parti à la Chambre des Communes.

Mais au retour de Farage, cette « toxicité » (Tournier-Sol, 2017, p. 4) s'est davantage révélée. Ainsi, une partie de l'électorat anglais se montre plus méfiant envers le UKIP, présenté comme trop extrême. En outre, le parti a un statut particulier. Son objectif est moins d'arriver au pouvoir que d'implémenter des mesures autour du Brexit et de sa mise en place. Or, malgré ces critiques, Tournier-Sol (Ibid.) souligne que le poids du UKIP est considérable ces dernières années de par l'influence qu'il a eu sur la mise en place du référendum pour le Brexit.

Ce que nous constatons, c'est que la mise en place du Brexit est une forme concrète de ce que le UKIP revendique dans ses discours. Dès lors, la popularité grandissante du parti et son implication dans la période pré-référendum ont un rôle important à jouer dans la campagne pro-Brexit et dans son impact médiatique, comme nous aurons l'occasion de le voir plus loin dans ce travail.

Ce que nous montre Siméon (2016, p. 3), c'est que « le cas du UKIP rappelle ainsi qu'au Royaume-Uni, l'euroscpticisme est avant tout un phénomène anglais, et non britannique à proprement parler. Rappelons la nature politique particulière du pays, qui n'est pas une fédération, mais une union de quatre nations où l'une (l'Angleterre) domine les trois autres (Écosse, pays de Galles et Irlande du Nord) d'un point de vue politique, économique et culturel ».

Concernant la répartition des votes sur le territoire britannique, le parti est principalement populaire en Angleterre étant donné sa tendance eurosceptique qui n'est pas celle des autres régions, en particulier l'Irlande du Nord et l'Écosse. Pour illustrer cet impact en Angleterre, Alexandre-Collier prend l'exemple des élections européennes de 2014, représentant le mieux l'impact du parti qui a un rôle limité au niveau des élections législatives britanniques :

« La victoire aux élections européennes de mai 2014 fait suite à des succès croissants aux élections des conseils municipaux et à une série d'élections partielles entre 2011 et 2013. Le UKIP est ainsi arrivé en seconde position dans les circonscriptions de Rotherham, Eastleigh et South Shields, recueillant dans chaque cas plus de 20 % des voix » (Alexandre-Collier, 2014, p. 101).

Enfin, le UKIP n'est pas le seul de ce genre dans la campagne pour le Brexit, bien qu'il reste le plus impactant. En-dehors du UKIP, nationaliste et eurosceptique, le British National Party a

aussi vocation à être méfiant envers l'UE. Ce parti, plus extrême dans ses actions, avec un penchant xénophobe presque assumé, se distingue du UKIP qui ne souhaite pas être associé à l'extrême droite. Cela s'est confirmé par le refus de ce dernier de s'associer au FN et à la ligue du Nord lors des élections européennes. Il est cependant difficile pour le parti de s'en détacher complètement, puisque par exemple, Joëlle Bergeron s'est déjà associée au travail du parti. Cette distinction nous montre que le UKIP n'est a priori pas le parti le plus extrémiste de la sphère politique britannique et que d'autres mouvements suivent la tendance du UKIP pour se diriger vers une tendance d'extrême droite relativement prononcée (Ibid.).

3.2. La campagne pour le Brexit

« La campagne a été menée durement, sur fond de polémiques autour de l'immigration, de l'économie et de la souveraineté [...]. Les fractures sont multiples, la question du maintien ou non dans l'Union européenne a révélé plusieurs clivages au sein de la société britannique » (Demertzis, 2016, p. 1).

Le Brexit impliquait en effet deux visions. Dans un cas comme dans l'autre, que l'on soit pour ou contre une sortie de l'UE, des experts et politiques exposent leur point de vue mais il est difficile de savoir qui a les données les plus véridiques entre les deux camps (Auer, 2017). C'est dans ce contexte ambigu que trois groupes vont se former et être au cœur de la campagne pour le référendum : le 'vote leave' et le 'leave.EU' pour les pro-Brexit et le 'Britain stronger in Europe' pour les pro-remain. Nous allons maintenant analyser la campagne de ces groupes et les tendances politiques impliquées dans cette campagne plus en détail.

3.2.1. Position des partis

Les deux camps se sont développés au fil de la campagne. Cette dernière s'est déroulée entre février et juin 2016 (jusqu'au 23 juin, jour du référendum). Ainsi, pendant ces quatre mois, les deux camps en question, les groupes d'intérêt ou les lobbys entre autres ont participé à la campagne pour tenter de rallier un maximum d'individus. Il faut également ajouter à ces groupes des membres du gouvernement (Welfens, 2017). Dans un premier temps, les ministres ne pouvaient pas faire campagne pour ou contre le Brexit sans quitter le gouvernement. Il avait en effet été décidé que le gouvernement, en faveur du *Remain*, devait

se montrer comme uni sur la question du vote. Cependant, comme plusieurs ministres souhaitaient toujours voter pour le Brexit et auraient pu démissionner pour le faire, Cameron a préféré, pour éviter que trop de ministres se retirent, changer sa proposition. Dès janvier 2016, il a annoncé que les membres du gouvernement étaient autorisés à rejoindre, à titre personnel uniquement, un camp ou l'autre en pouvant montrer publiquement leur soutien (BBC News, 2016).

Ce sont donc six ministres qui se sont présentés ouvertement en faveur du Brexit tandis que le gouvernement a opté pour le *remain* comme sa ligne de conduite générale, voie sur laquelle le premier ministre s'est fortement impliqué, bien que la campagne se soit révélée moins marquante que celle pour le *leave*. Le choix de ne pas obliger les ministres en faveur du Brexit à quitter le gouvernement a également contribué à la situation délicate dans laquelle le centre exécutif se trouvait à l'époque. En effet, même si les divisions au sein du parti conservateur ont toujours été présentes et auraient persisté malgré tout, le mélange de ministres pro-Brexit et pro-UE au pouvoir a rendu cette situation ambiguë. Il semblait dès lors difficile de considérer que le gouvernement dans son ensemble était en faveur du *remain* si plusieurs membres faisaient campagne en parallèle pour le Brexit (Welfens, 2017).

Maintenant, sur base des travaux de Taggart et Szczerbiak (2002), nous pouvons essayer de comprendre la position de plusieurs partis dits eurosceptiques. Au début des années 2000, d'après leurs recherches, le Royaume-Uni a deux partis eurosceptiques forts (UKIP, Greens) et deux partis eurosceptiques modérés (Parti conservateur, Democratic Unionist Party). En outre, le UKIP et le Parti conservateur ont tous deux joué un rôle dans la campagne pour le Brexit, chacun dans un camp différent. À l'époque, le vote en faveur de l'euroscepticisme fort est moins élevé que pour le modéré (2.1% contre 32.4% du total) (Taggart, Szczerbiak, 2002, p. 13-14).

Toujours d'après leurs recherches (Ibid.), les différents partis eurosceptiques ont les qualificatifs suivants : le UKIP est anti-UE de droite, le parti conservateur est conservateur de droite, tout comme le Democratic Unionist Party, et les Greens sont New politics, de gauche.

Concernant la répartition des partis, les deux partis majeurs (travailliste et conservateur) ne sont pas unanimes sur leur choix pour le référendum selon les membres concernés. Dans le cas du *Labour*, l'ambiguïté vient moins de leur situation actuelle que de leur histoire passée concernant l'intégration européenne, bien que certains députés travaillistes soutiennent le

Brexit. La situation des conservateurs est beaucoup plus mitigée étant donné que même de grands représentants du parti se portent activement pour le Brexit, ce qui contraste avec le gouvernement central qui souhaite que le pays reste dans l'UE (Vasilopoulou, 2016).

Dans le cas des principaux autres partis formant la vie politique britannique, nous trouvons essentiellement le UKIP comme principal défenseur du *leave* là où les verts et les libéraux démocrates sont pour le *remain*.

Donc, au niveau des soutiens des partis, hormis pour les conservateurs et le UKIP, les autres partis ont été favorables en majorité au *remain* (entre 63 et 75% des votants selon les partis). Il est aussi intéressant de constater que la majorité des votants pour un camp ou l'autre se sont décidés à partir du début de l'année (56% des votants pour chacun des camps), ce qui semble montrer que la campagne a bien eu un impact et a joué sur le vote final de la population (Lord Ashcroft, 2016).

Leurs conclusions sont que l'euroscepticisme est présent systématiquement dans presque tous les pays (États membres ou candidats). Parmi ces partis, la majorité du soutien électoral va aux partis de type eurosceptique modéré, face au type fort, qui a dans les chiffres moins de soutien au début des années 2000 (Taggart, Szczesbiak, 2002). Mais dans les chiffres, le niveau de soutien au mouvement eurosceptique au Royaume-Uni est plus de deux fois supérieur à la moyenne européenne (24% contre 11,36% en moyenne), là où en termes de vote pour des partis de type eurosceptique 'fort', le vote est inférieur à la moyenne des États membres et candidats de l'UE (2,1% contre 5,42% en moyenne) (Ibid., p. 24).

Par ailleurs, le Royaume-Uni est le seul à l'époque, à avoir un parti considéré comme eurosceptique au pouvoir. D'après les recherches des auteurs, le pays se classe aussi comme à haut taux d'euroscepticisme partisan et public, comme plusieurs autres pays. Le parti a tout de même défendu la sortie de l'Union européenne pendant la campagne pour le Brexit (Tournier-Sol, 2017). La majorité de ses membres s'est orientée vers la branche la plus modérée, le Vote Leave, que nous évoquerons plus en détail par la suite.

3.2.2. Thèmes récurrents de la campagne

Au fil de la campagne, plusieurs thèmes sont récurrents dans les deux camps. Nous pouvons parler notamment de la question des relations du pays avec les partenaires européens, son économie de manière générale ou encore les questions de sécurité. Une enquête Ipsos réalisée fin 2015 nous montre que pour les Britanniques, l'immigration est considérée comme l'enjeu majeur auquel fait face l'UE à 61%, ce qui est supérieur de 3% à la moyenne européenne (Public sector, 2016). Les questions de souveraineté sont également dans les priorités des Britanniques d'après d'autres chiffres.

De manière générale, une autre enquête montre également les trois raisons principales du vote pour les deux camps. Les *pro-remain* craignaient d'abord un impact défavorable sur l'économie, le travail et les prix, ensuite souhaitaient un accès au marché commun européen (ils voyaient leur situation à l'époque comme le meilleur compromis possible) et enfin le sentiment de se sentir plus isolé en quittant l'UE. Pour les *pro-leave*, la première raison du vote est le fait que les décisions prises par le pays devraient être prises par le pays uniquement, la deuxième raison est le gain de contrôle de l'immigration et de ses frontières et la troisième est le manque de choix sur l'expansion des pouvoirs et des compétences de l'UE. Ces trois raisons sont également communes à tous les votants, qu'ils soient membres du parti conservateur ou travailliste (Lord Ashcroft, 2016).

Ce que nous montre cette étude, c'est que d'une manière générale, le vote pour le *remain* semble majoritairement justifié par les enjeux économiques de rôle d'État membre de l'UE. A l'inverse, les raisons pour le vote en faveur du Brexit semblent prendre une autre direction. Les sujets ne sont pas ici économiques mais concernent essentiellement la capacité d'action politique du pays pour ses enjeux nationaux ainsi que l'immigration. Cette mise en avant de ce dernier sujet, prioritaire d'après les sondages aux enjeux de sécurité nationale, s'explique du fait que les années 2010 ont vu plusieurs attaques terroristes en Europe dans l'actualité (Vasilopoulou, 2016).

En vérité, il y a eu de nombreux amalgames par rapport à cette question de l'immigration lors de la campagne du référendum. En effet, l'arrivée des travailleurs, notamment d'Europe centrale au milieu des années 2000, était due à l'adhésion de ces pays à l'UE. Ces arrivées étaient liées au droit de circulation des personnes au sein de l'Union européenne. Cette loi, négociée dès le traité de Rome en 1957, et mise en place de manière générale en 1990, stipule que tout habitant d'un pays de l'Union européenne peut voyager librement et sans passeport

d'un pays à l'autre, comme c'est le cas pour les marchandises ou les capitaux par exemple (Auer, 2017).

Le problème, c'est que des partis conservateurs comme UKIP ont joué sur cette démarche en mélangeant dans l'esprit des gens, ce droit au travail des personnes issues des pays de l'Union européenne avec l'immigration des personnes venant de pays hors de l'UE. Ce que Tournier-Sol (2017) a également remarqué, c'est que la campagne du Brexit de Farage a suscité plusieurs protestations, sa personnalité et ses méthodes de campagne ne faisant pas l'unanimité. Ces divisions ont fini par causer des désaccords au sein même des partis, comme cela a été le cas pour le parti conservateur également en faveur du Brexit.

Dès lors, les chiffres ont montré que l'impact de l'immigration a beaucoup influencé le vote et que beaucoup de personnes s'inquiétaient de cette arrivée massive, mais qu'en parallèle, il y a aussi eu beaucoup de non-dits et de manipulation d'informations sur cette question d'immigration, en mélangeant ces deux questions, qui étaient foncièrement différentes (Albert, Johnson, 2020). Ce problème d'immigration ainsi que la mise à l'écart des plus petites localités a provoqué de l'insatisfaction au sein de la population rurale du pays, accentuée par les problèmes d'immigration que plusieurs partis pro-leave ont soulignés.

L'UE n'inspire pas non plus confiance à la population à tendance eurosceptique qui voyait à cette époque les difficultés autour du cas ukrainien et le conflit entre l'Union et la Russie sur cette question. Les attaques terroristes qui ont eu lieu dans plusieurs pays européens dans les années 2010 ont également eu un impact sur le potentiel sentiment de méfiance du pays envers l'UE. Dans l'ensemble, cela tend à montrer que les partis eurosceptiques jouent sur les inquiétudes de la population en montrant que l'adhésion à l'Union européenne pourrait avoir un effet négatif sur leur sécurité nationale.

En lien avec l'Union européenne et l'immigration, c'est également la question de la liberté de mouvement qui est un sujet récurrent dans les débats. Il est mis en avant par les pro-leave comme la cause de problèmes autour de l'immigration ou des risques envers la sécurité du pays. La question étant sensible pour les deux principaux partis, dont les travaillistes (bien que majoritairement pro-remain), il a été difficile de trouver de véritables contre-arguments percutants par rapport à tout ce qui avait été mis en place par les pro-leave (Vasilopoulou, 2016).

Le rôle du Commonwealth sera également un argument mis en avant par les pro-*leave*. Ces derniers établissent dans leur campagne que créer et développer des accords commerciaux avec ces pays serait plus intéressant pour le Royaume-Uni notamment car le taux d'exportation vers ces pays est en augmentation (Ibid.).

3.2.3. UK.leave vs Vote Leave : campagne des deux camps

La campagne en faveur du Brexit s'est répartie en deux camps avec d'une part le Leave.EU et d'autre part le Vote Leave. Le UKIP a rejoint le premier groupe, à l'exception de Carswell, l'un des membres principaux du parti, qui a rejoint le second, avec une majorité de conservateurs, étant donné qu'il était trop méfiant de la mauvaise image dégageée par Farage, qui pourrait pousser les électeurs à s'orienter davantage vers le camp conservateur. Nous constatons que le camp pro-Brexit est plus divisé dans sa campagne que le camp pro-*remain*. Une forme de rivalité s'est aussi installée autour de celui qui aura le rôle de leader de la campagne entre les deux mouvements.

Le camp Vote Leave est composé des acteurs politiques suivants : « le groupe eurosceptique 'Conservatives for Britain', 'Labour Leave' et 'Business for Britain' » (Vasilopoulou, 2016, p. 222). Le leave.EU est aussi composé de plusieurs députés et hommes politiques provenant surtout UKIP, du parti conservateur, du *Labour* et du DUP (Democratic Unionist Party). Concernant les individus, nous pouvons noter le soutien de Nigel Farage, de la députée travailliste Kate Hoey et de l'ancien député George Galloway (Vasilopoulou, 2016, p. 222).

Les idées principales des deux groupements sont autour de la souveraineté nationale britannique. Ils considèrent que le pays ne pourra retrouver un rôle au premier plan sur la scène internationale. Ils s'accordent aussi sur le fait que le pays sera plus à même de gérer librement ses frontières en quittant l'UE. Mais malgré ces ressemblances, l'approche des deux camps n'est pas la même. Le vote Leave oriente ses arguments autour des enjeux économiques et commerciaux, là où leave.EU base l'essentiel de sa campagne autour de l'immigration.

Les deux camps militent pour le Brexit mais restent en opposition dans leur style, leurs méthodes et leurs arguments phares. L'enjeu est également de devenir le meneur de la campagne pro-Brexit. Mais nous verrons que bien que divisés dans leur approche, les deux groupements du *leave* resteront efficaces dans leur campagne, et c'est ce choix qui sera pris par la majorité des électeurs.

Voici tout d'abord, comme présenté par Mix (cité par Welfens, 2017, p. 49), les principaux arguments en faveur du leave établis sur base des discours portés par les deux camps :

- « l'UE a érodé la souveraineté nationale en transférant le contrôle de nombreux domaines de décision des dirigeants nationaux vers Bruxelles ;
- l'UE manque de légitimité démocratique et de responsabilité car nombre de ses décisions sont prises à huis clos par des fonctionnaires non britanniques et/ou non élus
- la bureaucratie et les réglementations de l'UE étouffent le dynamisme économique du Royaume-Uni ;
- le Royaume-Uni serait mieux loti s'il était libéré des règles et réglementations de l'UE et s'il pouvait se concentrer davantage sur l'élargissement de ses liens avec les économies émergentes dynamiques et en croissance ailleurs ;
- les contributions du Royaume-Uni au budget de l'UE sont trop coûteuses ;
- les niveaux élevés d'immigration au Royaume-Uni en provenance d'Europe centrale et orientale signifient moins d'emplois et des salaires plus bas pour les citoyens britanniques ; et
- Le Brexit n'aurait qu'un effet minime sur les questions de coopération en matière de sécurité et de défense, car le Royaume-Uni resterait un membre important de l'OTAN »

La rivalité entre les deux camps se matérialise aussi dans le statut de groupement officiel pour la campagne du Leave. En effet, le groupe ayant le statut d'« organisation officielle du camp du Brexit par la *Electoral commission* (commission électorale) » (Tournier-Sol, p. 4) obtenait des fonds publics pouvant aller jusqu'à 7 millions de livres contre 700.000 au maximum pour les autres groupements⁶ (Le Monde avec AFP, 2016) et un statut privilégié face à l'autre camp (plus de visibilité avec par exemple la permission de faire passer des tracts à toutes les habitations britanniques pendant la campagne). A la suite de la délibération de la commission, c'est le vote Leave qui a été privilégié par le gouvernement et a reçu ces fonds. La raison de cette décision est surtout de permettre la meilleure représentation possible de l'opinion

⁶ en plus des fonds versés par les investisseurs, de riches hommes d'affaire britanniques

d'ensemble des pro-Brexit ou des pro-*remain* (la commission prend en effet la décisions pour les deux). La commission a également privilégié dans les deux cas le groupe avec les structures les mieux établies, d'après la directrice générale de la commission électorale, Claire Bassett (The Guardian, 2016).

Malgré cette victoire, les deux camps sont restés rivaux, chacun dans leur sphère d'influence, bien qu'ayant le même combat, ce qu'a d'ailleurs défendu Farage, se mettant plus dans le camp de la conciliation. De ce fait, nous avons pu voir une rivalité au sein du même groupe, les deux camps se dénigrant mutuellement pendant toute la campagne Brexit. Leave.EU a malgré tout privilégié une représentation populaire, en misant sur une série de *meetings* et de discours parmi les membres du UKIP à travers tout le pays.

Faisant de l'immigration un enjeu principal de la campagne Brexit, le parti a voulu miser sur « une campagne particulièrement agressive et outrancière, agitant délibérément les peurs des électeurs » (Menu, 2019, p. 4).

« Cette campagne, portée par l'appui sans concession de la presse populiste de Nigel Farage, était la promesse farfelue d'un retour à l'ère de la puissance impériale de l'Angleterre, et a été rapidement malmenée par les nouvelles règles de l'ordre mondial au lendemain des résultats » (Ibid., p. 8).

Il a ainsi joué sur plusieurs scandales (agressions sexuelles à Cologne durant la Saint Sylvestre, tuerie dans une discothèque à Orlando revendiquée par l'État islamique, ...) pour mettre en avant les conséquences défavorables du vote pour le *remain*. D'autres scandales se sont enchainés, certains même de nature xénophobe, et vivement critiqués par les autres partis. Le dernier à avoir eu lieu, à une semaine du référendum, a été la diffusion à l'échelle nationale d'une affiche montrant une file de migrants entre la Croatie et la Slovénie, ayant comme slogan « *Breaking Point : the EU has failed us all. We must break free of the EU and take back control of our borders* » (Tournier-Sol, 2019, p. 5). Cette série de scandales a confirmé la désolidarisation du Vote Leave qui a vivement critiqué le UKIP.

Le Vote Leave a adopté une autre approche, notamment représentée par Dominic Cummings qui a dirigé la campagne du groupement. Il résume leur point de vue en quatre grands points, sur base des écrits de Cummings, relayés par Morgan (2018). Ces écrits, bien qu'ayant été

publiés après le référendum, peuvent nous donner une idée de la vision portée par le groupement. Les quatre points développés sont les suivants :

- Une critique envers les classes dirigeantes au niveau politique et administratif
- Un intérêt pour les avancées technologiques et scientifiques appliquées à l'amélioration de la société ainsi qu'à sa compréhension
- Une reconnaissance du Brexit comme l'un des moments majeurs auxquels font face les sociétés
- L'hypothèse selon laquelle les décisions politiques devraient se baser sur des données chiffrées ou quantifiables

Ces hypothèses sont à la base des arguments que développera le groupement lors de la campagne. Sur cette base, d'après Cummings, être en faveur du *leave* serait le meilleur moyen de maximiser l'impact positive du Royaume-Uni tout en minimisant les dangers pour le pays (Morgan, 2018).

Il souhaitait essentiellement partir parce qu'il considère les politiques européennes trop lentes et que le Royaume-Uni hors de l'UE serait idéal pour faire du pays un des hauts lieux des sciences et de l'éducation dans le monde. Mais avec la majorité de la population toujours en faveur du *remain*, le Vote Leave a changé d'approche et a également mis en avant les arguments contre l'immigration (faisant référence, comme le UKIP à la possible entrée de la Turquie au sein de l'Union européenne). En conséquence, nous pouvons observer que l'influence du UKIP sur les partis plus traditionnels persiste, malgré les critiques envers le parti d'extrême-droite.

Car en effet, les chiffres tendent à montrer que le UKIP n'a pas représenté la majorité des votants du Brexit. Comme nous l'explique Tournier-Sol (2019), la base est le vote pour les élections européennes de 2014. Le taux de participation était de 35,4% environ, avec une victoire du UKIP avec 27,5% des suffrages. Or, le référendum a recueilli près du double de votants de 2016, avec un taux de participation de 72,2%. Le référendum a penché vers le *leave* avec 51,9% des votants en faveur du Brexit. En outre, les sondages ont montré que dans les deux cas, les élections européennes et le référendum, la majorité des votants se compose d'eurosceptiques. Dès lors, statistiquement parlant, la majorité des votants ne vient pas du UKIP.

Les chiffres recueillis par Lord Ashford montrent également que 25% des votants pour le Brexit se sont montrés en faveur du UKIP aux élections législatives de 2015 (Tournier-Sol, 2017). Ces chiffres ne montrent cependant pas le potentiel électoral du parti puisqu'il est souvent mis en avant Outre-Manche de privilégier le « vote utile » (Ibid., p.7), mettant de côté les « tiers-partis » (ibid, p. 7.). En parallèle, Carswell a mis en avant que le fait de se détacher du UKIP a aidé à la victoire du Brexit. Il a précisé que soutenir les scandales et provocations de Farage auraient fait perdre plusieurs votants pour le *leave*.

Ce que ces recherches sur le UKIP nous montrent, c'est que la situation du parti est relativement contradictoire. D'une part, ce parti est le meilleur représentant d'un euroscepticisme assumé qui revendique le retrait du Royaume-Uni de l'UE et qui réussit à avoir une influence sur les élections européennes, tandis que d'autre part, le parti n'a jamais gagné les élections nationales britanniques. Mais ce cas particulier du parti est aussi dû au rôle qu'il se donne. Comme nous l'avons évoqué précédemment, le parti a pour principal objectif la sortie de l'UE et se définit essentiellement dans cet objectif (Tournier-Sol, 2017).

Dès lors, comme le parti ne présente pas de programme destiné à la formation d'un éventuel gouvernement ou sur un autre sujet que ce qui entoure l'impact de l'UE, l'hypothèse que nous pourrions émettre que le parti ne cherche pas à remporter les élections mais à réussir à rassembler les votants autour du vote pour le Brexit à l'aide de discours percutants qui sont peut-être moins problématiques pour l'image d'un parti qui ne cherche pas à remporter les élections.

3.2.4. le camp du Remain

Le groupe pro-*remain* réunit des acteurs politiques divers tels « des hommes d'affaires, le groupe travailliste 'Britain In' réunissant les membres du parti en faveur du *remain* et certains députés des partis conservateur, libéral-démocrate et vert » (Vasilopoulou, 2016, p. 221). Les arguments sont concentrés sur les thèmes suivants : une économie plus efficace (impact positif sur le travail, les échanges, le travail), une meilleure gestion (être membre de l'Union européenne signifie assurer une puissance politique au pays grâce à l'influence de l'UE) et un pays plus sûr (grâce à la coopération européenne qui permet d'apporter une réponse efficace face au crime international).

Voici maintenant, pour le camp du *remain*, voici les principaux arguments abordés au cours de la campagne sur base des recherches de Mix (cité par Welfens, 2017, p. 50) :

- « L'adhésion à l'Union européenne est essentielle pour la prospérité économique du Royaume-Uni, car la moitié des exportations britanniques sont destinées au "marché unique" de l'UE ;
- l'appartenance à l'UE sert de tremplin pour le commerce mondial du Royaume-Uni ;
- Le Brexit signifierait la perte des avantages du futur accord global de libre-échange entre les États-Unis et l'UE, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).
- l'UE a de nombreuses lacunes, mais le Royaume-Uni est "mieux de se battre de l'intérieur" ;
- l'appartenance à l'UE donne au Royaume-Uni une voix plus forte et plus d'influence en matière de politique étrangère ;
- l'UE a d'importantes dimensions de sécurité transnationale, et le Brexit "diviserait l'Occident", affaiblissant sa capacité à faire face à des menaces telles que le terrorisme et l'agression russe ;
- Le Brexit est un "saut dans l'inconnu", avec des conséquences incertaines et aucune vision claire de ce à quoi ressemblerait l'après-UE ».

L'enjeu de ces arguments est donc essentiellement centré sur les questions de souveraineté mises en perspective avec plusieurs domaines : le politique, le social, l'économie, la sécurité et la défense. Cependant, l'enjeu de la souveraineté nationale est abordé d'un manière tout à fait opposée à ce que propose le camp du *leave* puisqu'ici l'appartenance à l'UE est vue comme le moyen d'accroître la puissance nationale britannique grâce aux avantages économiques que prodigue l'UE.

Le discours du Remain usera donc malgré tout d'un registre lié au sentiment d'appartenance des Britanniques. En effet, d'après les chiffres, les personnes concernées se sentent d'abord Britannique, pas européennes. Dès lors, nous nous rapprochons d'une utilisation du « registre émotionnel plutôt que rationnel » (Ibid, p. 5) chez les électeurs. C'est l'aspect pragmatique à court terme qui est exploité.

À côté de ces arguments, le camp du *remain* a misé sur les intérêts économiques que l'UE pouvait apporter au pays. Nous avons donc une mise en avant de la rationalité des votants, telle qu'évoquée par l'auteur, mais aussi une emphase sur un aspect plus pratique mais aussi dans une certaine mesure plus lointain pour les individus qui ne sont pas directement impliqués dans ces secteurs (Welfens, 2017). Enfin, sur base de tous les thèmes abordés ici, nous remarquons que la notion de risque est particulièrement mise en avant dans les discours des pro-*remain*.

3.2.5. Le rôle des médias dans la campagne

La campagne a notamment été marquée par une utilisation importante des réseaux sociaux (Welfens, 2017). C'est par ce biais que se sont par exemple mises en place des publicités spécifiques visant les potentiels votants via des algorithmes notamment. Les partis ayant engagé des personnes spécialisées, ce mode de fonctionnement est devenu particulièrement efficace.

Le rôle de la presse n'est pas à négliger non plus dans cette campagne, et elle a participé, tout comme les réseaux sociaux, à rendre plus accessibles les discours de campagne. Pour apporter plus de détails sur l'impact de la presse dans le vote pour le Brexit, l'université d'Oxford a rapporté une recherche établie sur les premiers mois de 2016 par Prime Research⁷. La recherche s'est établie sur deux jours pendant le premier mois de campagne pour le Brexit. Dans la presse à l'époque, 45% des journaux étaient en faveur du Brexit tandis que 27% sont contre une sortie de l'UE et que 28% sont mitigés ou ne se prononcent pas. Ce sont aussi les discours des membres du parti conservateur qui sont les plus repris dans les articles de presse dans cette période (University of Oxford, 2016).

Le Daily Mail est aussi le journal qui a le plus d'articles de catégorie 'pro-Brexit' avec un total de 403 sur les 568 étudiés d'après Prime research (2016), soit un pourcentage d'environ 70% des publications. Les autres journaux dans cette catégorie sont le Daily Telegraph, le Daily Express, Daily Star, the Sun. En parallèle, les journaux pro-*remain* sont les suivants : Daily Mirror, Guardian, Financial Times. La recherche précise également que le Times notamment est le plus mitigé (tout en tendant légèrement pour plus d'articles pro-*leave*) mais il faut

⁷ Voir bibliographie

également considérer que chaque journal a généralement une petite proportion d'articles expliquant l'autre point de vue que celui qu'il soutiennent.

D'après la recherche, 42 articles en moyenne sont publiés par jour par les journaux cités précédemment, et qui sont les principaux objets d'étude de la recherche menée. Les thèmes les plus abordés dans cette article, pour un camp ou l'autre, (sans prendre en compte ceux sur les individus en eux-mêmes) sont l'économie à 33%, la souveraineté à hauteur de 29%, la migration (18%), les régulations (14%) et enfin le terrorisme et la sécurité pour 6% des articles (University of Oxford, 2016).

La tendance des articles va également privilégier pour les *pro-remain* les sujets économiques, et pour les *pro-Brexit* les articles autour des questions de souveraineté et de migration, ce qui tend à rejoindre les arguments mis en avant par les deux camps au niveau politique. En effet, dans le cas des *pro-remain*, le groupement rejoint les enjeux qui ont été mis en avant dès le départ en 1973. Comme nous l'avons vu dans la partie historique, c'est le gain économique de l'adhésion qui a joué un rôle pour l'acceptation contrairement à la signification du projet européen. Cet état de fait se confirme aujourd'hui et semble montrer que sans le gain économique du départ, ses raisons de rester État membre sont peu nombreuses (Gotev, 2016).

C'est sur ce point que joue donc l'autre camp, le *pro-leave* qui va mettre en avant des problématiques qui touchent plus les Britanniques et qui ont toujours eu un impact dans l'inconscient collectif : la souveraineté anglaise et sa conservation. Nous avons pu nous en rendre compte au fil de ce travail, c'est une question qui a un impact important sur les Britanniques, qui donnent à leur souveraineté nationale une importance particulière. Encore une fois, l'identité nationale reste prioritaire pour une majorité de la population qui se sent d'ailleurs Britannique avant d'être européenne, comme nous avons pu l'identifier dans notre partie historique.

La recherche a été menée sur différents périodiques entre le 20 février et le 21 juin 2016, dans les mois où la campagne du référendum s'est développée à divers niveaux. À l'époque, comme c'est le cas depuis 2002 d'après les chiffres (Leydier, 2017), nous voyons que l'immigration est considérée par les Britanniques interrogés comme le plus grand défi à relever pour le Royaume-Uni.

Les chiffres montrent également que la majorité des articles de journaux sont davantage partisans du Brexit (41%), contre 27% pour les pro-UE et 32% qui ne se prononcent pas ou sont indécis. Cette répartition semble montrer que les messages pro-leave ont été les plus diffusés ou du moins les plus présents dans les journaux étudiés au Royaume-Uni. Cette tendance se confirme du fait 74% des personnes citées dans les articles faisant la campagne du référendum sont des pro-leave, contre 26% de pro-remain (PRIME Research, 2016).

La recherche note également que de manière générale, si les journaux sont relativement peu suivis, les Britanniques se sont beaucoup plus intéressés aux articles de presse au cours de la campagne et avec tout le débat autour du référendum dans son ensemble. Les résultats semblent également montrer que la presse a davantage un rôle pour fixer l'opinion des gens déjà convaincus que pour faire pencher les indécis d'un côté ou de l'autre (PRIME Research, 2016).

En faisant le point à la veille du Brexit, nous voyons que la majorité des articles semblent être pro-*leave*. En outre, comme les études l'ont montré, les thèmes abordés par les pro-Brexit sont les plus récurrents dans les journaux et ceux aux messages les plus marquants, comme nous pouvons le voir en exemple avec un article posté par le Daily Mail. Ainsi, certains de ces articles, se montrent largement en défaveur, parlant d'argent public utilisé en trop grande quantité pour la « propagande » du camp pour le *remain* (Sculthorpe, 2016, p. 1).

3.3. Impact de la campagne sur le vote pour ou contre le Brexit des Anglais

Les chiffres montrent qu'une minorité de votants étaient déjà sûrs de leur vote lors du référendum, sans l'influence de la campagne (Vasilopoulou, 2016), qu'ils soient pour ou contre le Brexit. Mais cet état de fait signifie également qu'une part non-négligeable de la population pouvait être ralliée à un camp ou à un autre et sera par conséquent impactée par la campagne des pro-Brexit et pro-remain. C'est pour cela que nous aborderons dans cette partie l'impact de la campagne sur ces individus qui ont voté pour le Brexit ou étaient hésitants sur leur choix.

Dans cette analyse, nous remarquerons que l'approche utilitariste est celle qui a le plus de sens dans le vote pour le Brexit : le citoyen analyse la situation selon ses intérêts et ses croyances en ayant un comportement rationnel. La campagne cherchera pour cela à mettre en avant des arguments pragmatiques, sur base d'une approche coût/bénéfice pour pencher pour un choix ou l'autre. Ici, les sujets de débat ne sont pas autour de l'attachement à l'UE par exemple, mais aux avantages que la population peut retirer de cette situation (Vasilopoulou, 2016).

3.3.1. L'avis de la population avant le Brexit et pendant la campagne

Plusieurs sondages ont été mis en œuvre avec l'annonce du vote pour le Brexit pour chercher à prédire ou anticiper l'issue du vote. L'une des références pour ces sondages est l'Eurobaromètre, qui nous fournit plusieurs informations intéressantes. Par exemple, en juillet 2015, 55% des Britanniques interrogés déclaraient ne pas faire confiance à l'UE. Ces résultats confirment d'après Siméon (2016) que le Royaume-Uni peut être qualifié d'eurosceptique.

Mais, au départ, la majeure partie de la population européenne a été favorable à l'intégration européenne, mais cette acceptation tend à changer, car plusieurs pays sont témoins d'un euroscepticisme grandissant, bien que ce ne soit à l'époque qu'une minorité. L'eurobaromètre évoque à l'époque 13% de la population qui est défavorable à la présence de leur pays dans l'UE (Taggart, Szczerbiak, 2002).

Une autre enquête relayée par Pertusot (2016) et réalisée par l'Ipsos montre que les Britanniques ne mettent pas l'Union européenne comme leur priorité principale, elle vient en effet en septième position après d'autres questions : « le chômage, l'immigration, l'économie, la santé, l'éducation et le logement » (Pertusot, 2016, p. 138). Mais des partis comme le UKIP mettent aussi en avant le fait que ces problèmes sont malgré tout liés à leur présence dans l'Union européenne. L'immigration notamment, a été présenté par les partis eurosceptiques comme jouant un rôle déterminant dans les problèmes de santé et de logement notamment dans le pays. L'élargissement de 2004 est également considéré comme la cause majeure de l'augmentation des ressortissants européens migrant vers le Royaume-Uni, comme son nombre a triplé entre les années 90 et la fin des années 2000. Les partis eurosceptiques ont

mis en avant que cette présence grandissante d'immigrants dans le pays aurait contribué à aggraver la crise du logement que connaissait le pays depuis les années 90.

Il faut aussi prendre en compte dans les partisans du *leave* les personnes qui se sont toujours montrées opposées à l'adhésion européenne dès le départ, dans les années 70. Ces signaux nous montrent qu'aux yeux de la population, l'adhésion n'a jamais vraiment fait l'unanimité et que les complications qui ont pu avoir lieu entre l'UE et le Royaume-Uni (comme présenté dans notre partie historique) n'ont fait que renforcer cette appréhension au fil des années. Il semble donc que le Brexit soit un résultat logique à la suite des différents points de friction que le pays a toujours connu avec l'UE (de Búrca, 2018).

« Les divisions et les ambiguïtés concernant les positions conservatrices et travaillistes sur l'UE suggèrent que ces deux grands partis sont moins à même de fournir à leurs électeurs des signaux clairs quant à leur position, ce qui pourrait diluer l'effet de la partisanerie sur le choix du vote lors du référendum sur le Brexit »
(Vasilopoulou, 2016, p. 221).

Cependant l'influence des chefs de parti reste à prendre en compte pour les deux partis principaux, qui selon plusieurs études ont pu faire pencher le vote de plusieurs électeurs pour le *remain* grâce à leurs discours réguliers en sa faveur. En revanche, cette même recherche présente que l'impact de la personne de Farage (leader du UKIP) sur les votants est plus limitée et n'a pas influencé les votants qui se sont davantage attardés sur les messages et slogans percutants pour le Brexit au cours de la campagne (Vasilopoulou, 2016).

Ce flou chez les partis traditionnels est aussi présent dans les arguments mis en avant par les différents camps. Chacun donne ses propres chiffres, avec des données qui se contredisent et que les personnes visées peuvent difficilement vérifier. Pour illustrer cela, nous pouvons nous baser sur le discours des deux camps en ce qui concerne l'économie.

Les pro-*remain* mettent en avant les avantages que peut apporter l'UE au pays. En effet, l'appartenance au marché commun pourrait apporter d'après eux un bénéfice de près de « 60 milliards de livres à l'économie britanniques et 800 000 emplois d'ici 2030 » (Auer, 2017, p.7). Le Brexit dans le cas contraire, pourrait avoir un impact négatif sur la livre sterling et impliquer la renégociation de tous les accords multilatéraux que le pays avaient rejoints avec

l'Union européenne, soit une cinquantaine de textes à revoir. Les pro-Brexit quant à eux nient ces chiffres en apportant d'autres données sur la table sur les coûts qu'impliquent l'adhésion à l'UE, qui seraient encore plus importants. Cette abondance d'informations peut d'après Auer (Ibid.), rendre l'analyse par les Britanniques difficile, et rendre le choix plus difficilement rationnel, sans savoir quels chiffres sont vrais et sans avoir les sources nécessaires pour en vérifier l'origine.

En plus de ces incertitudes, les experts économiques notamment ne s'accordent pas sur les conséquences du Brexit. Certains y voient un gain pour le pays, tandis que d'autres prédisent un impact négatif à plusieurs niveaux. L'incertitude prime donc dans la campagne du référendum (Auer, 2017). Les scénarios sont d'autant contradictoires que la situation est complexe pour les votants. En effet, nous avons vu que le Brexit aurait une incidence sur l'ensemble de la vie politique, économique et sociale du pays et sur d'autres enjeux encore (ibid.).

3.3.2. Répartition des votes

Dans la répartition des votes pour le *leave*, nous voyons de grandes disparités géographiques dans le pays. Au sein même de l'Angleterre, ce clivage est marqué par la différence entre d'une part la capitale, plus développée, et les parties les plus rurales de la région, qui sont moins en phase avec les changements qui touchent directement la capitale (Menu, 2019).

Vaia Demertzis (2016) nous présente les chiffres par région pour compléter ces informations. Car le vote du Brexit nous donne quelques chiffres intéressants pour analyser les différences entre les différentes régions du Royaume. L'Écosse et l'Irlande du Nord ont majoritairement voté pour rester membre de l'Union européenne (62,0 % et de 55,8 % respectivement) tandis que l'Angleterre et le Pays de Galles ont penché en faveur du Brexit (53,4 % et 52,5 % chacun).

Suite à cela, l'Ecosse a rapidement défendu la mise en place d'un second référendum pour sa séparation avec le Royaume-Uni, même si la question reste complexe, comme les discussions autour de l'indépendance écossaise sont restées sans suite, après un vote de 55,3% des Ecossais contre l'indépendance de la région, en 2014. Cette volonté d'indépendance est mise en avant par la Première Ministre écossaise, qui est également présidente du SNP (Scottish

National Party), mais doit être mené avec prudence, pour ne pas provoquer une perte de confiance envers le parti en cas d'un résultat en défaveur de l'indépendance (Demertzis, 2016).

La décision des Irlandais est, elle, majoritairement due aux relations avec la République d'Irlande. En effet, les rapports entre les deux parties de l'île sont longtemps restées complexes, jusqu'à une amélioration avec les accords de paix de 1998, qui avaient été menés en partie avec l'aide de l'Union européenne. Une sortie de l'UE ferait de la frontière irlandaise la plus importante entre UE et Royaume-Uni (la seule autre étant entre Gibraltar et l'Espagne). La paix étant encore fragile entre les deux Irlandes, le retour d'une séparation plus marquée entre les deux pays pourrait avoir un impact négatif et nuire aux nouvelles relations commerciales entre le nord et le sud (Demertzis, 2016).

L'analyse de la géographie de l'Angleterre par ailleurs, a un intérêt d'après l'auteure (ibid.), pour comprendre ses différentes tendances. De manière générale, les plus grandes villes, dont Londres, ont voté en faveur du maintien dans l'UE. Ce sont en majorité les « villes de taille moyenne et les populations vivant en zone rurale » (Tournier-Sol, 2017, p. 7) qui ont le plus voté pour le Brexit. La première conclusion que l'on pourrait tirer est que l'écart entre villes et campagne est évident, mais la situation économique des différentes zones peut aussi nous faire penser à un décalage entre centre et périphérie qui est marqué aussi bien au niveau socio-économique que culturel (Demertzis, 2016).

Un autre point de clivage concerne l'âge des votants. D'abord, la tendance à voter pour le Brexit augmente avec l'âge. En effet, 73% des 18-24 ans ont voté pour le *remain* tandis que ce chiffre s'élève à 40% pour les 65 ans et plus. Les travailleurs ont également voté en majorité pour le *remain* alors que c'est l'inverse pour les demandeurs d'emploi et les personnes retraitées. Ce décalage est également marqué chez les propriétaires (qui votent d'une petite majorité pour le *leave*), à l'inverse des locataires et ceux qui ont un prêt sur leur habitation votent pour l'autre camp. En ce qui concerne l'éducation, la majorité des étudiants, et des personnes ayant un diplôme universitaire sont en faveur du maintien dans l'UE (Lord Ashcroft, 2016).

Ainsi, les populations les plus jeunes sont majoritairement contre le Brexit, alors que les plus âgés sont pour une sortie de l'UE. En effet, il y a un décalage entre ce qu'on ont vécu les plus jeunes et les anciennes générations. Ces dernières ont connu les débuts de l'adhésion

européenne du Royaume et la remise en question qui a suivi quelques années après. Thatcher a également joué un rôle dans cette tendance en reprochant aux autres États membres de ne pas recevoir suffisamment en comparaison avec ce que le pays investissait pour la communauté européenne (Demertzis, 2016).

Donc, d'après Welfens (2017), une population vieillissante a tendance à être défavorable à l'Union européenne, en raison du souvenir d'une époque d'indépendance nationale, ce qui pourrait encourager au développement de nouvelles formes de nationalisme. Ces données tendent à ce confirmer dans le cas du Brexit, dont la proportion de votes pour le Brexit augmente avec l'âge de la population.

Le niveau d'éducation a également une influence sur les chiffres, comme nous l'avons abordé plus haut. L'auteur suppose que cela est dû au fait que dans les populations plus aisées et plus jeunes ont toujours connu le pays comme étant État membre et ont pu mieux coexister avec l'Union en voyant les intérêts qu'ils auraient à y rester (de Búrca, 2018). Welfens (2017) explique pour sa part que le vote pour le Brexit est aussi lié à la crainte de l'immigration chez la population.

Comme le confirme Bourlanges (2016), les personnes qui votent le Brexit sont majoritairement les personnes des classes ouvrières, venant des campagnes ou de la périphérie des grandes villes et qui peuvent éprouver un sentiment de rejet de la part de l'État britannique.

Les générations les plus jeunes ont davantage connu les effets de la mondialisation, et perçoivent autrement la place du Royaume-Uni dans ce monde globalisé. Mais dans les chiffres, le taux d'abstention des jeunes est plus important que pour les plus âgés qui ont été particulièrement présents pour ce référendum (Demertzis, 2016).

D'après un sondage de 2015, il est cependant mis en avant qu'une majorité de votants, titulaires d'un diplôme universitaire ou non, aura tendance à penser que le Brexit n'impactera pas l'économie du pays. Or, si nous mettons ces chiffres en perspective avec la campagne pour le *remain* menée par le gouvernement via le ministère de l'Économie qui, comme nous l'avons abordé précédemment, avait pour but de montrer que c'était au niveau économique que le Royaume-Uni aurait été désavantagé suite au Brexit, nous pouvons supposer que ces

arguments n'ont pas eu l'impact escompté sur le public ciblé par cette campagne (Welfens, 2017).

3.4. Les Raisons du vote

« Le vote en faveur du Brexit a représenté, en grande partie, une réaction du public contre une insécurité matérielle radicalement accrue, une frustration à l'égard des élites politiques considérées comme étant de connivence avec les entreprises internationales aux dépens du public, un désespoir à l'égard des services publics qui croulent sous la paperasserie et les décisions perverses et, enfin, l'austérité » (Innes, 2018, p. 138).

Nous en arrivons à la dernière partie de ce travail qui visera à synthétiser nos recherches pour tenter d'apporter des éléments de réponse à notre question de recherche : *dans quelle mesure le nationalisme et l'euroscepticisme anglais dans le contexte politique et économique du Royaume-Uni depuis la construction européenne jusqu'en 2016 ont-ils pu mener au vote des Anglais en faveur du Brexit ?*

Ce que nous avons eu l'occasion d'observer dans nos recherches, c'est que le Royaume-Uni est avant tout un terrain fertile à des tendances eurosceptiques. Nous l'avons abordé, son histoire particulière par rapport aux autres États membres et par extension son ralliement fort à des intérêts nationaux qui sont toujours passés en priorité depuis leur adhésion ont rendu l'adaptation à une « Union sans cesse plus étroite » (Bourlanges, 2016, p. 490) difficile pour les Britanniques.

L'objectif premier de la politique du Royaume-Uni est la défense de ses intérêts et le rapport à l'UE a dès le départ pris la forme d'un accord contractuel plus que d'un engagement pour le message et les valeurs portées par la CEE à l'époque. Cette situation a évolué, le Royaume-Uni s'est plusieurs fois impliqué dans les projets d'intégration européenne, mais l'avis des différents partis au sein du pays est resté mitigé depuis l'adhésion et même avant celle-ci. De plus, comme nous le dit Pertusot (2016, p. 143), « le sentiment national anglais connaît depuis quelques années une résurgence ».

Le contexte dans les années 2010 a aussi un rôle dans cette remontée du sentiment eurosceptique. Entre les différentes crises au sein de l'UE (crise des subprimes, crise migratoire en 2015, ...) et l'échec des négociations de Cameron (lors de son deuxième mandat) qui

devaient assurer la sauvegarde des intérêts britanniques particuliers à Bruxelles, l'impression par rapport l'Union européenne à l'aube de la campagne paraissait plutôt négative.

Un autre élément central du vote est la campagne du référendum que nous avons eu l'occasion de développer en détail dans la partie précédente. Ici, nous aurons recours à une mise au point en chiffres sur les sondages d'opinion réalisés avant et à la fin de la campagne. Les données recueillies via une étude de la BBC (2016), à titre indicatif, semblent montrer que la campagne référendaire a particulièrement impacté l'opinion de certaines personnes. En janvier 2016, avant le début de la campagne, 44% des sondés étaient en faveur du *remain* contre 38% pour le *Leave*. Mais cela laisse 18% d'indécis, vers qui la campagne va s'orienter pour tenter de faire basculer les sondages d'un côté ou de l'autre. Trois jours avant le Brexit, d'après la même étude, ce sont désormais 45% des sondés qui sont en faveur du *remain* mais 44% en faveur du *leave* (avec 11% qui sont toujours indécis). Cela semble montrer qu'après 4 mois de campagne, les discours et arguments des pro-Brexit sont restés relativement efficaces (avec potentiellement 6% de personnes indécises qui se sont penchées vers le *leave*), contre 1% de plus pour le *remain*, qui a gardé des chiffres stables. Nous allons donc synthétiser nos recherches pour voir plus en détail ce qui explique ce basculement (ibid.).

Nous l'avons vu, la campagne du *leave* s'est révélée particulièrement efficace. Dans ce contexte, le développement de mouvements et de partis dans l'optique du UKIP par exemple, tendent à donner une signification à ces doutes, à l'aide d'arguments percutants et d'une vraie récurrence de leurs slogans et de leurs discours en 2016 et même précédemment.

L'un des enjeux clés que les deux camps pro-*leave* mettent en avant concerne aussi le mythe de la grandeur perdue. Il est en lien direct avec le statut qu'occupait le Royaume-Uni en tant que première puissance mondiale dans l'ère industrielle et qui a fortement marqué plusieurs générations de Britanniques. Cette tendance se retrouve d'ailleurs dans les sondages qui nous avons abordés plus haut et peut expliquer que les personnes les plus âgées (à savoir ceux qui ont connu la situation du Royaume-Uni avant l'adhésion en 1973) soient en faveur du Brexit.

Le rôle du Commonwealth est aussi pour les Britanniques un enjeu clé qui provoque un blocage avec l'Union européenne. Comme nous l'avons vu dans notre partie historique, c'est d'ailleurs la valorisation des relations commerciales avec les États du Commonwealth qui a participé au refus de l'adhésion à la CEE dans un premier temps. Mais bien des années plus

tard, cette question est encore d'actualité et a une place dans les arguments du camp pro-Brexit. L'avantage de quitter l'UE serait donc de pouvoir reprendre les accords avec les États comme ce fut le cas précédemment (Johnson, Albert, 2020). Il ne faut pas donc pas négliger le rôle de l'identité nationale du Royaume-Uni, qui est forte et marquante pour les Britanniques penchant en faveur du Brexit, mais aussi présentée par les *pro-leave* comme mise à mal par l'intégration européenne.

Il était aussi fréquent dans le discours pro-Brexit de lier une grande partie des problèmes du pays à l'intégration européenne. De manière générale, les thèmes clés de la campagne étaient la relation entre le Royaume-Uni et l'UE, les questions économiques, les problèmes de pauvreté/inégalité, le marché du logement, le niveau des salaires et le chômage. Cependant, lorsque l'on a interrogé les sondés sur les thèmes qui concernaient les problèmes de leurs familles plus personnellement, sans liens avec l'Union européenne, plusieurs sujets sont revenus, dont trois en particulier : « le NHS, l'économie (et les salaires peu élevés notamment) ainsi que l'immigration », puis à un plus faible pourcentage « la relation entre Royaume-Uni et UE, le marché immobilier, l'enseignement et les questions de pauvreté et inégalité » (Welfens, 2017, p. 47).

Sur plusieurs de ces points cependant, l'Union européenne n'a pas d'impact immédiat. Dès lors, Welfens (Ibid.) nous explique que de son point de vue, la population fait de l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE la cause de problèmes auxquels elle n'est en vérité pas liée. L'éducation et la lutte contre la pauvreté par exemple ne sont pas dans les compétences de l'Union mais relèvent plus de la gestion nationale, bien que la crise de 2008 par exemple ait eu un impact sur ces problématiques.

Ici, on considère que ces phénomènes prennent davantage leur source au niveau économique, avec les réformes de l'État libéral depuis les années 90. Ces transformations sont multiples et touchent plusieurs États depuis une trentaine d'années. Plusieurs pans de l'économie sont concernés tels que la privatisation, la sous-traitance, ... C'est dans cette dynamique que se met en place un marché plus compétitif, avec des taxes et un régime de régulation adapté à l'augmentation des échanges internationaux. Cette nouvelle forme de gouvernance a cependant eu des conséquences, amenant à une « crise d'ingouvernabilité » (Innes, 2018, p. 139). En conséquence, l'État néglige l'aspect social et la corruption et les conflits d'intérêt s'étendent à tous les niveaux de pouvoir.

Cela nous montre que de nombreuses raisons ont poussé les Britanniques à se diriger vers le Brexit. Nous pouvons constater sur base de nos recherches que, d'abord, les arguments des pro-*leave* n'auraient pas pu avoir un tel impact sans les prédispositions des Anglais notamment pour un certain euroscepticisme. Sur cette base, les arguments autour des problèmes du pays présentés comme conséquence des mesures de l'UE ont eu un sens pour les votants. Ensuite, la campagne menée par les deux camps pro-*leave* a été efficace, bien diffusée et relayée par des médias majoritairement acquis à la cause du Brexit. Avec ces éléments en tête, nous pouvons supposer qu'il était presque inévitable que le Brexit soit voté le 23 juin 2016.

Conclusion

Le travail que nous avons établi au fil de cette recherche nous permet de comprendre que le Brexit est une conséquences de nombreux éléments différents et d'un contexte bien particulier. Avec ce mémoire, nous nous sommes aussi rendus compte que de nombreux secteurs de la vie anglaise ont été impactés par le Brexit et sa campagne. Nombre d'entre eux ont été mobilisés avec le Brexit et les arguments pour le *remain* ou le *leave* ont concerné nombre d'entre eux, que ce soit au niveau politique, historique, économique ou encore social.

La partie théorique, qui a débuté notre travail, nous a permis de mettre en lumière le rôle de la théorie constructiviste dans notre recherche, tout en présentant les concepts clés de notre question : le nationalisme, l'euroscepticisme et la désintégration. Utiliser une approche post-fonctionnaliste pour appréhender ces concepts nous a également permis de donner un sens à la formation de ces idées en voyant de quelle manière elles peuvent impacter le comportement des individus.

Par la suite, nous avons abordé la partie historique. Celle-ci nous a d'abord offert la possibilité de voir le contexte particulier dans lequel s'est développé le pays et l'influence qu'a son histoire sur les Britanniques. Les principales questions historiques qui nous ont intéressées ont concerné le statut du Royaume-Uni en tant qu'Empire et comme démocratie pionnière en Europe. Nous avons aussi eu l'occasion de revenir sur les questions institutionnelles entourant la démocratie anglaise et la mise en place du référendum dans le pays.

Un autre enjeu de cette partie historique était de voir la place que le pays a occupé dans la construction européenne mais aussi les raisons qui ont justifié son adhésion tardive à la CEE. Ce retour historique nous a montré la méfiance que le pays montrait initialement dans le système mis en place par la CEE et qui se matérialise à nouveau aujourd'hui, dans les années 2010, nous offrant une mise en perspective entre deux époques.

La dernière partie de ce mémoire a concerné l'aspect analytique et pratique du Brexit, avec comme objectif une compréhension de différents acteurs et enjeux : la présentation des partis les plus impliqués dans le Brexit et sa campagne (à savoir le parti conservateur, le parti travailliste et le UKIP), une présentation détaillée de cette campagne référendaire (sur son

organisation, les différents groupements en faveur et en défaveur de la sortie de l'UE, et le rôle des acteurs politiques et de la presse dans cette campagne) et enfin l'impact de toute cette campagne sur les principaux concernés, ceux qui ont pris part au vote, le 23 juin 2016.

Ce que nous pouvons retenir de cette analyse, c'est que le contexte particulier du pays et sa méfiance historique dès les débuts de son adhésion montrent aussi que la possibilité d'une séparation avec l'UE était une idée présente depuis un certain temps. Est-ce que cela rendait le Brexit, d'une manière ou d'une autre, inévitable comme nous le supposons ? Il faut également prendre en compte l'impact de la campagne pour le Brexit, qui a été considérable puisque marquée par des tendances nationalistes que des partis comme le UKIP ont réussi à exacerber au sein de la population.

De plus, le Brexit s'est déroulé dans un contexte difficile au niveau européen. L'UE se remet difficilement de la crise des subprimes de la fin des années 2000 qui a encore des conséquences dans les années 2010 et qui semble avoir touché les localités. Dans le cas britannique, par exemple, celles-ci ont eu l'impression de voir leurs allocations diminuer sous l'ère Cameron. La crise des migrants était aussi un problème majeur en 2015, touchant directement l'Union européenne et ayant par conséquent des répercussions sur le Royaume-Uni. Les attentats de Bruxelles en mars 2016 ont également donné des arguments aux partisans de *leave*, misant que quitter l'UE signifiait plus de sécurité pour les Britanniques, en lien avec un meilleur contrôle des frontières (Welfens, 2017).

En outre, le souvenir de la puissance de l'Empire et de la souveraineté britannique dans son insularité et sa constitution a marqué ce pays d'un caractère particulier par rapport au reste du vieux continent. Son évolution a été particulière et ses épreuves ont été différentes, notamment à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale qui a eu un effet moindre sur l'économie britannique en comparaison avec les pays du Continent entièrement ou partiellement occupés par l'Allemagne nazie.

A la suite de cela, le Royaume-Uni et l'Europe continentale n'ont pas évolué de la même manière. L'un a toujours eu des relations politiques, des relations économiques et commerciales avec l'extérieur (notamment via le Commonwealth et sa relation privilégiée avec le marché américain), tandis que l'autre, en créant la CEE, a misé sur la collaboration

entre pays voisins, partiellement aidé par les États-Unis dans un premier temps via le plan Marshall, mais misant ensuite sur le couple franco-allemand entre autres.

Mais ce qui a toujours été priorisé par le Royaume-Uni, ce sont ses intérêts économiques et commerciaux, mis en avant comme une priorité, et d'où provient leur relation variable avec la CEE, qui a fini par les amener à se montrer en faveur d'une adhésion dès les années 60. Cet intérêt a eu des réponses mitigées, mais le pays a fini par rejoindre l'UE en 1973. A partir de là, le pays s'est toujours senti mitigé sur sa place au sein de l'UE et ce sentiment s'est renforcé à la suite des crises qui ont bouleversé l'Europe depuis la fin des années 2000 et la mise en place de l'article 50 autorisant la sortie d'un État membre a ouvert la possibilité d'une véritable sortie du pays de l'UE.

Si la question du Brexit n'avait porté que sur les enjeux économiques, tout porte à croire que le pays serait resté dans l'UE. En effet, entre le soutien actif pour le *remain* des principaux centres économiques du pays (City, CBI), les origines de l'intérêt pour l'UE du Royaume-Uni qui sont liées en grande partie à l'économie (comme nous l'avons développé dans la partie historique) et la campagne pro-UE qui a essentiellement misé sur ce facteur, l'économie a un rôle primordial pour le Royaume au sein de l'Union. Or, ce sont les questions politiques qui ont eu l'impact le plus considérable sur la campagne et qui ont été déterminantes aux yeux des votants pour le *leave*.

L'enjeu clé de la campagne pour le Brexit était le suivant : quitter l'UE signifie reprendre le contrôle de tout : économie, politique, social, ... Les arguments du *remain* se montrant assez peu convaincants par rapport à ceux portés par l'autre camp, c'est le discours pour le *leave* qui a le plus marqué les esprits lors de cette campagne. Cette question est importante car le discours le plus médiatisé peut finalement devenir celui qui reste le plus dans l'esprit de la population (Bellamy, 2018). La question que nous pouvons nous poser maintenant est de savoir si les raisons du vote étaient justifiées et si le Brexit aura des conséquences favorables pour le Royaume-Uni, malgré les bouleversements qu'il a engendré.

Bibliographie

Articles scientifiques

ALEMÁN J. et WOODS D. (2018), « Inductive constructivism and national identities: letting the data speak », *Nations and nationalism*, New York, Journal of the association for the study of ethnicity and nationalism, 24(4), pp. 1023-1045

ALEXANDRE-COLLIER A. (2014), « Le phénomène eurosceptique au Royaume-Uni », *Outre Terre*, Paris, l'Esprit du temps, 4(41), pp. 100-112

ANTOINE, A. (2017), « Le Brexit : une affirmation des valeurs britanniques ? », *Esprit*, Paris, 12(440), pp. 100-104

AUER C. (2017), « Le référendum britannique du 23 juin 2016 : un simulacre de démocratie ? », *Revue Française de Civilisation Britannique*, Paris, 22(2), pp. 1-15

BABOŠ, VILÁGI (2019), « Reconceptualisation of Party Euroscepticism: Towards the Political Reality », *Sussex European Institute*, Sussex, 29(1), pp. 1-35

BAILONI M. (2017), « Comprendre le vote pour le Brexit : de l'utilité d'une analyse territoriale », *Hérodote*, Paris, La découverte, 1(164), pp. 43-64

BARRIER-ROIRON V. (2008), « Le *New Labour* et l'identité britannique dans le monde : continuité ou rupture ? », *Observatoire de la société britannique*, Paris, 5(1), pp. 257-271

BOËTSCH G. (2005), « Le peuple : hier et aujourd'hui », *Hermès, la revue*, Paris, CNRS Éditions, 2(42), pp. 86-91

BOURLANGES J.-L. (2016), « Un Brexit, deux histoires », *Commentaire*, Paris, Commentaire, 1(3), pp. 484-490

BRAEUNER H. (2019), « À la frontière de l'Égypte : les représentations du canal de Suez », *Revue des patrimoines*, Paris, 38(1), pp. 1-15

- COURCELLE T. (2013), « Les réticences de l'opinion publique britannique face à l'intégration et aux réformes européennes », *Les cahiers de Framespa*, Paris, 14(2013), pp. 1-16
- DAVIS R. (2019), « Le "Brexit" et la gouvernance au Royaume-Uni », *Synergies Roumanie*, Rouen, 14(14), pp. 35-54
- D'IRIBARNE, P., « Conceptions de la liberté et Union Européenne », *Commentaire SA*, Paris, 3(139), pp. 735-742
- DE SENARCLENS P. (2014), « 1914-2014 : nation et nationalisme », *Revue de Politique étrangère*, Paris, 1(1), pp. 145-156
- DEIGHTON A. (2017), « L'intérêt national britannique de la Seconde Guerre mondiale au 'Brexit' », *Revue internationale et stratégique*, Paris, Armand Colin, 1(105), pp. 111-119
- HOBOLT S. B. (2016), « The Brexit vote : a divided nation, a divided continent », *Journal of European Public Policy*, Oxford, Routledge, 23(9), pp. 1259-1277
- HOOGHE L. et MARKS G. (2008), « A Postfunctionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus », *Cambridge University Press*, Cambridge, 39(1), pp. 1-23
- GIFFORD C. (2015), « Nationalism, populism and Anglo-British Eurosceptism », *British Politics*, Londres, Macmillan, 3(10), pp. 362-366
- LEYDIER G. (2017), « Crise de la représentation et crise de la gouvernance : Le modèle politique britannique en question », *Revue française de civilisation britannique*, Paris, CRECIB, 22(1), pp. 1-19
- MARTILL B. et STAIGER U. (2021), « Negotiating Brexit: The Cultural Sources of British Hard Bargaining », London, JCMS, 59(2), pp. 261-277
- MARTIN S. (2012), « L'identité de l'État dans l'union européenne : entre "identité nationale" et "identité constitutionnelle" », *revue française de droit constitutionnel*, Paris, Presses universitaires de France, 3(91), pp. 13-44

- MENU, F., (2019), « Brexit : une réaction à la montée des inégalités territoriales », *Presse Universitaire de France*, Paris, 26(1), p 8-9
- MOULIER-BOUTANG, Y. (2016), « Brexit : une sortie qui vient de loin », *Association Multitude*, 3(64), pp. 9-22
- NGUYÊN-DUY I. (2014), « La constitution britannique : continuité et changement : Quelques réflexions sur la Constitution britannique et son évolution à l'occasion de la publication des Mélanges en l'honneur de Vernon Bogdanor », *Revue française de droit constitutionnel*, Paris, Presses Universitaires de France, 3 (99), pp. 581-606
- PIQUET C. (2016), « le canal de Suez : une route stratégique au cœur des conflits du Moyen-Orient au XXe siècle », *Presses universitaires de France*, Paris, 262(1), pp. 73-91
- SABBAGH D. (2004), « Nationalisme et multiculturalisme », *Critique internationale*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Paris, 2(23), pp. 113-124
- SCHRAMM L. (2019), « European disintegration: a new feature of EU politics », Bruges, *CEPOP*, College of Europe, 3(19), pp. 1-4
- TAGGART P., SZCZERBIAK A. (2002), « The Party Politics of Euroscepticism in EU Member and Candidate States », *Sussex European Institute*, Sussex, 51(6), pp. 1-45
- TÉTART F. (2010), « Les nationalismes "régionaux" en Europe, facteur de fragmentation spatiale ? », *L'Espace Politique*, Université de Reims Champagne-Ardenne, 11(2), pp. 1-36
- TILLY C. (1994), « States and nationalism in Europe 1492-1992 », Amsterdam, *New school for Social research*, Kluwer Academic publishers, 1(23), pp. 131-146
- TOMBS R. (2017), « La révolte anglaise : Brexit, euroscepticisme et avenir du Royaume-Uni », traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, *Le débat*, 1(193), pp. 129-136
- TOURNIER-SOL, K., (2017), « Le UKIP, artisan du Brexit ? », *Revue Française de Civilisation Britannique. French Journal of British Studies*, Paris, 2(1), pp. 1-13

VASILOPOULOU S. (2016), « UK Euroscepticism and the Brexit Referendum », *The political Quarterly*, London, 87(2), pp. 219-226

VINES E. (2015), « Nationalism, populism and the British political tradition », *British politics*, Londres, Macmillan, 3(10), pp. 367-372

WITHOL DE WENDEN C. (2018), « Frontières, nationalisme et identité politique », Paris, *Pouvoirs*, Le Seuil, 2(165), pp. 39-49

Ouvrages

ALEXANDRE-COLLIER et AVRIL (2013), *Les partis politiques en Grande-Bretagne*, Armand Colin, Paris, (1^e éd.)

BATTISTELLA D. (2015), *Théories des relations internationales*, SciencesPo Les presses, Paris, (5^e éd.)

DESCHAUX-DUTARD D. (2018), *Introduction à la sécurité internationale*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, (1^e éd.)

GELLNER E. (1996), *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, (2^e éd.)

MESURE S. et SAVIDAN P. (Eds.) (2006), *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, (1^e éd.)

SAURUGGER S. (2020), *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Références, Paris, Presses de Sciences Po, (2^e éd.)

TROPER M. (1994), *Pour une théorie juridique de l'État*, Léviathan, Paris, Presses Universitaires de France, (1^e éd.)

WELFENS P. J. J. (2017), *An Accidental Brexit : New EU and Transatlantic Economic Perspectives*, London, Palgrave Macmillan, (1^e éd.)

Chapitres d'un ouvrage collectif

BELLAMY R. (2018), « Losing control: Brexit and the democratic disconnect » in MARTILL B. et STAIGER U (2018), *Brexit and beyond*, Louvain, UCL Press, (1^e éd.)

CURTIN D. (2018), « The ties that bind : Securing information-sharing after Brexit » in MARTILL B. et STAIGER U (2018), *Brexit and beyond*, Louvain, UCL Press, (1^e éd.)

DE BÚRCA G. (2018), « How british was the Brexit vote ? » in MARTILL B. et STAIGER U (2018), *Brexit and beyond*, Louvain, UCL Press, (1^e éd.)

EECKHOUT P. (2018), « The Emperor has no clothes » in MARTILL B. et STAIGER U (2018), *Brexit and beyond*, Louvain, UCL Press, (1^e éd.)

INNES A. (2018), « The new crisis of ungovernability » in MARTILL B. et STAIGER U (2018), *Brexit and beyond*, Louvain, UCL Press, (1^e éd.)

LUDLOW P. (2007), « La politique européenne de Thatcher (1979-1990). L'itinéraire d'un libéralisateur frustré ? » In BUSSIÈRE E., DUMOULIN M., SCHIRMANN S. (2007), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle*, Institut de la gestion publique et du développement économique, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris, (2^e éd.)

MORGAN G. (2018), Is the EU 'a crap 1950s idea'? Dominic Cummings, branching histories and the case for Leave, in MARTILL B. et STAIGER U (2018), *Brexit and beyond*, Louvain, UCL Press, (1^e éd.)

WEALE A. (2018), « The Brexit and the improvised constitution » in MARTILL B. et STAIGER U (2018), *Brexit and beyond*, Louvain, UCL Press, (1^e éd.)

Documents provenant d'internet

BBC NEWS (2016), *Q&A : What Britain wants from Europe*, (page consultée le 27 novembre 2020) [site web], <https://www.bbc.com/news/uk-politics-32695399>

GOTEV G. (2016), *Britain's newspapers take sides on Brexit*, (page consultée le 27 novembre 2020), [site web], <https://www.euractiv.com/section/uk-europe/news/britains-newspapers-take-sides-on-brexit/>

LE MONDE AVEC AFP (2016), « *Brexit* » : à dix semaines du référendum, la campagne démarre officiellement, (page consultée le 10 juin 2021), [Site web], https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/15/brexit-a-10-semaines-du-referendum-la-campagne-demarre-officiellement_4902559_3214.html

LEVY D. A.L., ASLAN B., BIRONZO D. (2016), *UK press coverage of the eu referendum*, (page consultée le 3 mai 2021), [PDF en ligne], https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2018-11/UK_Press_Coverage_of_the_%20EU_Referendum.pdf

LORD ASHCROFT, (2016) « How the United Kingdom voted on Thursday ... and why », (Page consultée le 3 novembre 2020), [Site Web], <https://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>

PRIME Research (2016), *The press and referendum campaign : key findings*, (page consultée le 3 mai 2021), [PDF en ligne], https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2018-11/Presentation_of_Key_Findings_The_Press_and_the_Referendum_Campaign_20th_Sept.pdf

SCULTHORPE T. (2016), *Government spends almost £10MILLION of taxpayers' money delivering its pro-EU 'propaganda' in a leaflet to EVERY home in the country*, (page consultée le 27 novembre 2020) [Site web], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3526776/Government-spend-10MILLION-taxpayers-money-delivering-pro-EU-propaganda-leaflet-home-country.html>

THE ECONOMIST, (2016), *Bagehot Parliament's silent majority*, (page consultée le 13 mars 2021), [Site Web], <https://www.economist.com/britain/2018/03/01/parliaments-silent-majority-could-thwart-a-fort-brexite>

UNIVERSITY OF OXFORD (2016), *UK newspapers' positions on Brexit* (Page consultée le 27 novembre 2020), [Site web], <https://www.ox.ac.uk/news/2016-05-23-uk-newspapers-positions-brexite>

VAUDANO M. (2016), « "Brexit" : comment Cameron s'est laissé prendre à son propre piège », (page consultée le 16 juin 2021), [site web], https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/06/24/brexit-comment-david-cameron-s-est-laisse-prendre-a-son-propre-piege_4957423_4355770.html

Sources audiovisuelles

JOHNSON T. et ALBERT E. (2020), « Brexit, les coulisses d'un divorce », production Arte et France 5, (reportage consulté le 10 mai 2021)